

**UCL**

Université  
catholique  
de Louvain

Faculté des sciences économiques, sociales, politiques et de communication (ESPO)  
École des Sciences Politiques et Sociales (PSAD)

# Le capitalisme cognitif :

**Approches, arguments et débats**

Mémoire réalisé par  
**Daniela Báez Toscano**

Promoteur(s)  
**Jean de Munck**

Lecteur(s)  
**Marc Zune**

Année académique 2020-2021  
**Master en sociologie et anthropologie**

## **Résumé**

Le but de cette revue de littérature est d'enquêter sur les postulats, les approches théoriques, les arguments et les débats qui se construisent autour de la théorie du capitalisme cognitif à partir d'auteurs pertinents comme Vercellone, Fumagalli, Negri, Hardt, Rullani et Boutang. Ils affirment que le capitalisme cognitif est la réponse au changement global qui a été caractérisé par une nouvelle division du travail et une grande transformation des modes de production à l'intérieur du système capitaliste. Pour les économistes, c'est une nouvelle économie basée sur la connaissance, le résultat de la transformation du capitalisme industriel en capitalisme cognitif.

## **Mots-clés**

Capitalisme cognitif- économie- connaissance- bioéconomie.

## Déclaration

« Je déclare sur l'honneur que ce mémoire a été écrit de ma plume, sans avoir sollicité d'aide extérieure illicite, qu'il n'est pas la reprise d'un travail présenté dans une autre institution pour évaluation, et qu'il n'a jamais été publié, en tout ou en partie. Toutes les informations (idées, phrases, graphes, cartes, tableaux, ...) empruntées ou faisant référence à des sources primaires ou secondaires sont référencées adéquatement selon la méthode universitaire en vigueur. Je déclare avoir pris connaissance et adhérer au **Code de déontologie pour les étudiants·es en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses** et savoir que le plagiat constitue une faute grave »

## Remerciements

Je voudrais remercier le professeur Jean De Munck, qui a accepté d'être le promoteur de cette mémoire. Je remercie Milton qui m'a accompagné sur ce chemin et m'a donné chaque jour le courage de continuer, sachant que pour moi, entreprendre cette aventure, signifiait être de l'autre côté du monde. Je remercie ma famille qui m'a soutenu de loin.

## Table des matières

Le capitalisme cognitif : approches, arguments et débats.....	1
Introduction .....	1
Première section : le capitalisme cognitif. ....	3
Contextualisation sur la catégorie du capitalisme cognitif : <i>general intellect</i> .....	3
L'opéraïsme : théorie du capitalisme cognitif .....	4
Qu'est-ce que le capitalisme cognitif ? .....	5
Deuxième section : Approximations, arguments et débats théoriques sur le capitalisme cognitif .....	7
Andrea Fumagalli : une perspective de la bioéconomie vers le capitalisme cognitif... 7	
Économie de la connaissance.....	11
<i>General intellect</i> .....	13
Connaissance et métamorphose.....	19
Le système d'accumulation historique du capitalisme : le passage au capitalisme cognitif selon Carlos Vercellone .....	21
La valeur de la connaissance dans le capitalisme cognitif selon Enzo Rullani.....	29
Yann Moulier Boutang : la grande industrie de l'usine sociale, le capitalisme cognitif. ....	31
Negri et Hardt : les dimensions du travail immatériel. ....	39
Troisième section : Considérations finales sur le capitalisme cognitif.....	43
Bibliographie .....	51

# Le capitalisme cognitif : approches, arguments et débats.

## Introduction

L'axe central du présent travail est l'expansion du capitalisme et la transformation économique résultant de la mondialisation. Celle-ci a entraîné de grands changements sur les plans culturel, économique, politique et social. Le capitalisme cognitif est devenu de ce changement global et a représenté une nouvelle division du travail et la transformation des modes de production à l'intérieur du système capitaliste. Il est nécessaire de comprendre le développement du capitalisme contemporain, dans lequel la connaissance et le changement technologique jettent les bases de la nouvelle valorisation du capital. La question est complexe dans les processus de production qui proviennent de la division « cognitive » du travail, où le savoir social ou la connaissance jouent un rôle fondamental.

Partant de cette idée clé, le présent travail de révision de la littérature vise à présenter les approches, les arguments et les débats autour de la théorie du capitalisme cognitif qui part du principe qu'il existe de nouvelles formes d'accumulation. Une approche méticuleuse permettra de partir des auteurs qui ont travaillé la théorie des différents points de vue pour avancer vers la compréhension du capitalisme cognitif à l'époque contemporaine. La question posée est donc la suivante : **Quelles sont les approches, les arguments et les débats autour de la théorie du capitalisme cognitif ?**

Cependant, celle-ci ouvre d'autres inquiétudes sur la théorie du capitalisme cognitif, telles que : est-il possible d'associer la connaissance au capitalisme ? Comment la connaissance est-elle liée au capitalisme ? Pouvons-nous dire que la connaissance est un produit qui implique une nouvelle forme d'accumulation ? Y a-t-il un processus de transformation du capitalisme cognitif ?

Pour délimiter le présent ouvrage, on analysera uniquement la théorie du capitalisme cognitif à la lumière des textes de 6 auteurs qui l'ont travaillé. Il s'agit d'Antonio Negri, Michael Hardt, Carlos Vercellone, Andrea Fumagalli, Moulier Boutang et Enzo Rullani. En utilisant la bibliographie primaire de ces auteurs, on développera l'analyse de

leurs approches ce qui permettra de montrer les arguments et les débats qui se dégagent de leurs réflexions.

Le travail sera divisé en trois sections, dont deux seront spécifiquement axées sur le développement de la théorie. Dans la première section, on retrace et on distingue les généralités du capitalisme cognitif, c'est-à-dire on fait une approche pour contextualiser la théorie, et on expose certains éléments historiques nécessaires pour comprendre son émergence et les premiers indices. De plus, on développe brièvement ce que le capitalisme cognitif implique en général. La deuxième section se concentre sur l'essentiel du travail, c'est-à-dire établir les approximations, arguments et débats de chacun des auteurs qui ont été considérés dans la délimitation. La troisième et dernière partie vise à établir les considérations finales directement liées à la théorie du capitalisme cognitif en présentant certaines de ses critiques.

L'accent est mis sur les réflexions des théoriciens sélectionnés sachant que la nature de ce travail ne permet pas de s'étendre sur les alternatives qui émergent de la théorie et qui sont traitées par d'autres chercheurs, sujet comportant une limite méthodologique de ce travail.

## Première section : le capitalisme cognitif.

Contextualisation sur la catégorie du capitalisme cognitif : *general intellect*

Selon Míguez (2013) le capitalisme cognitif a officiellement commencé au milieu des discussions académiques en France en 2000. Concrètement avec la constitution de la revue *Multitudes* dans laquelle des intellectuels venant de différentes disciplines et traditions sont arrivés à un même débat sur le travail immatériel. Cependant, pour établir l'origine même de la théorie il vaudrait la peine de remonter jusqu'à Karl Marx, qui s'est intéressé au travail vivant et au travail réel, la valeur et la plus-value, les modes de production, les moyens de production, et d'autres concepts développés dans « *Le Capital* ».

Dans ses analyses présentes dans le « *Fragments sur les machines* » dans les cahiers connus comme « *Les Grundrisse* », (Marx, 1993), il a établi l'idée du *General Intellect* dans le cadre de la dernière phase de la révolution industrielle en Europe. Dans ce texte, Marx a posé les bases de ce qui a été débattu aujourd'hui sous les noms de travail immatériel et de capitalisme cognitif et même « d'économie basée sur la connaissance ». Les idées de Marx sur ce sujet sont au cœur des débats actuels qui considèrent le progrès technologique contemporain issu de la mondialisation.

Marx imaginait déjà qu'une économie à caractère global serait traversée par une force productive dans laquelle l'information serait constitutive de la logique capitaliste. Les machines, ainsi que le télégraphe, la locomotive à vapeur, l'imprimerie, ne faisaient tout simplement pas partie de ce pouvoir productif qui était un mécanisme générant un respect disproportionné du temps de travail employé dans leur production ; c'est-à-dire que la création des machines dépendait et dépendait de l'état général de la science et du progrès de la technologie et de son application dans la production. Marx avait expliqué brièvement que la connaissance contribuait au pouvoir productif. Les thèmes du cognitif et du savoir social ont été des aspects que Marx a réussi à inclure dans sa théorie bien qu'ils n'aient pas été développés en profondeur (Mason, 2016).

Quoi qu'il en soit, ce que Marx a suggéré, c'est qu'une fois que la connaissance devient une force productive, dépassant largement le travail concret employé pour créer une machine, celle-ci dépasse la question des salaires et passe à la question de savoir qui

contrôle « pouvoir de la connaissance » (Mason, 2016). Dans une économie où les machines « font la majeure partie du travail » et où le travail humain ne consiste que dans la supervision, la réparation et la conception des machines, la nature du cognitif reste en dehors de tout le processus. C'est pourquoi Marx a déclaré que toute connaissance doit être sociale (Marx, 1993; 2007).

L'idée est apparue dans d'autres intellectuels contemporains, qui se sont inspirés du *General Intellect* de Marx et ont développé des approches, des arguments et des débats nouveaux. A partir de ces idées, plusieurs auteurs ont avancé que la théorie du capitalisme cognitif s'est fermement imposée dans la société actuelle de la connaissance et de la technologie. Ils notent que celui-ci a évolué à tous les niveaux depuis sa réglementation, en passant par le droit à la propriété privée, et les nouvelles formes d'organisation sociale, économique, juridique et même politique, éléments qui seront analysés ultérieurement par chacun des auteurs.

### L'opéraïsme : théorie du capitalisme cognitif

La formation d'un mouvement politique de gauche italien appelé « Opéraïsme » fut l'une des premières étapes du développement théorique du capitalisme cognitif. Parmi ses créateurs figurent des économistes comme Carlos Vercellone, Yann Moulier Boutang, Andrea Fumagalli, entre autres. L'opéraïsme se développa à la fin des années 1950 et commença à se structurer dans la décennie suivante avec la création des revues *Quaderni Rossi* et *Classe Operaia*. Dans les années 70, des doutes ont été émis quant à sa continuité, en raison de l'apparition d'une phase expansionniste qui a conduit à un débat plus international au début du XXIe siècle.

Míguez (2013), explique que pour que le débat préalable à la théorisation du capitalisme cognitif ait été généré, on a construit collectivement la revue *Futur Antérieur*, qui s'est inspirée des réflexions d'auteurs comme Antonio Negri, Paolo Virno et Maurizio Lazzarato. Celles-ci abordaient les transformations du monde du travail dans les dernières décennies du XXe siècle (Míguez, 2013). Le mouvement de l'opéraïsme et « l'autonomie ouvrière » du marxisme italien dans les années 60 et 70 ont favorisé sa construction, car l'une des idées de base du mouvement était de comprendre et d'analyser l'importance du travail dans les processus productifs du capitalisme, en rendant visible le cognitif. En plus de l'importance de la connaissance pour une analyse plus approfondie de la relation

travail/capital. En tant que mouvement intellectuel, l'opéraïsme avait pour but l'étude du Capital de Marx, la connaissance de la réalité des ouvriers et la création de dialogues continus entre la théorie et la pratique (Tardivo & Fernández, 2015).

Les apports du mouvement ont été variés, mais il faut souligner la réflexion sur le concept de *general intellect* et la nouvelle interprétation du « Fragment sur le système automatisé de machines » (Mason, 2016). Dans les années d'apogée de opéraïsme, le fordisme était remis en question à la fois théoriquement et politiquement, sur la base de discussions qui étaient formulées parce que le mouvement était inséré dans les comités d'usine<sup>1</sup> de l'industrie italienne. Face à cette critique se sont développées les idées de « l'antériorité » et de « l'autonomie » du travail face au capital, de « l'ouvrier de masse » face aux mécanismes disciplinaires et de gestion de la force de travail propres au taylorisme-fordisme italien (Míguez, 2013).

Vers les années 1980, certains des théoriciens du mouvement ont été emprisonnés en raison de leur participation à ce mouvement. Cependant, cela ne les empêcha pas de continuer à analyser et à théoriser les transformations du travail et des moyens de production. En outre, sur la reconfiguration de la crise du schéma keynésien d'après-guerre qui a donné lieu aux débats théoriques sur le post-fordisme. Enfin, dans les années 90, avec le progrès technologique et productif dans le cadre d'un nouveau paradigme : celui des nouvelles technologies de l'information et de la communication, les théoriciens ont commencé à mettre à la connaissance, au changement technologique et à la transformation du capitalisme au centre de leurs débats. Et, par conséquent, dans les processus productifs de l'internationalisation croissante du capital qui a émergé avec la mondialisation (Míguez, 2013).

### Qu'est-ce que le capitalisme cognitif ?

Dans les grandes lignes et en considérant les apports des différents théoriciens, le capitalisme cognitif se réfère à la nature et au rôle actuel de la connaissance dans la valorisation du capital. À partir de là, on théorise les effets technologiques, sociaux et économiques de la diffusion des nouvelles technologies de l'information et de la communication et on en tire une analyse des politiques de développement en matière

---

<sup>1</sup> Les comités d'usines se réfèrent au mouvement ouvrier de l'industrie italienne qui engendra la résistance populaire avant les exactions de l'époque.

d'éducation et de propriété intellectuelle. Cela est particulièrement vrai dans la crise du *welfare state* qui a été théorisée par divers économistes comme Yann Moulier, Carlos Vercellone, Antonella Corsani ou Enzo Rullani.

Le capitalisme cognitif est devenu le sous-fonctionnement non plus du travail au capital, mais de toute la vie au capital. L'accumulation, la valeur de la connaissance, et les transformations du capitalisme sont les éléments qui constituent la théorie. Celle-ci se veut utile à l'analyse des nouvelles avancées qu'a entraînées la mondialisation.

## Deuxième section : Approximations, arguments et débats théoriques sur le capitalisme cognitif

Andrea Fumagalli : une perspective de la bioéconomie vers le capitalisme cognitif

Pour Fumagalli, la crise du fordisme et l'affaiblissement de l'État-nation dû à la restructuration de l'économie mondiale est une des causes du développement du capitalisme cognitif en tant que théorie. L'approche de cet auteur est économique et sa thèse consiste à montrer qu'il existe une continuité et en même temps une discontinuité par rapport au régime d'accumulation précédent. Sur la continuité, l'économiste dit que nous nous mouvons toujours sur le lit des relations économiques capitalistes, comme on vit depuis la première révolution industrielle. La discontinuité est due à la nature du processus d'accumulation qui passe de la production matérielle à la production immatérielle de la connaissance (Fumagalli, 2010, p. 25).

Fumagalli (2010) part de la critique de l'économie politique classique, c'est-à-dire des formes capitalistes traditionnelles de production, tout en introduisant le concept de bioéconomie. C'est un miroir des concepts de biopouvoir ou la biopolitique inventé par Foucault (2004) également analysés par des auteurs comme Negri et Hardt. Ceux-ci font référence au pouvoir totalisateur et invasif de l'accumulation capitaliste dans la vie des êtres humains.

Par accumulation bioéconomique, on entend la tentative de ramener les capacités vitales des êtres humains aux raisons de l'exploitation. En principe, le *langage* et la capacité rationnelle de *générer des connaissances* à travers la dynamique des relations sociales, les deux piliers sur lesquels se fonde le concept du *general intellect*. L'expression « capitalisme cognitif » est la valorisation des capacités cognitives et donc la valorisation capitaliste du *general intellect*. En plus des rapports des individus comme dernier stade de l'évolution des formes capitalistes de production (Fumagalli, 2010).

Il faut ajouter que le concept permet de considérer l'économie comme un moyen qui tente d'ordonner biopolitiquement la vie des êtres humains à travers de nouveaux dispositifs coercitifs et de contrôle qui présupposent le passage à la subsumption totale de la vie. Le

langage est au centre du mécanisme de financement de l'activité productive, tandis que la connaissance devient l'axe autour duquel tourne le processus de production. En somme, la position de la théorie du capitalisme cognitif comme capitalisme bioéconomique devient évidente.

Comme l'explique Navarro (2020), l'économie de la connaissance peut être comprise comme une stratégie d'accumulation du capitalisme contemporain. Là où la force de travail contribue à la reproduction élargie du capital, par l'effort cognitif et créatif. La stratégie du capitalisme actuel a créé des mécanismes bioéconomiques tels que la manipulation et l'adaptation à des fins productives du patrimoine scientifique et technique par une main-d'œuvre hautement qualifiée.

Fumagalli (2010) explique que l'investissement non seulement confère un pouvoir sur les marchandises, en offrant la possibilité de décider comment les produire ou à quel prix et dans quelle quantité, mais qu'il s'agit d'un dispositif de contrôle direct et indirect. Conformément aux caractéristiques technologiques du travail humain vivant ; et, par conséquent, du corps et de l'esprit des individus. Aujourd'hui, l'objectif de l'accumulation est la recherche et la génération de la plus-value.

Dans le système capitaliste traditionnel, l'activité économique a été orientée vers l'accumulation privée. Du point de vue de l'auteur, l'accumulation s'entend de la poursuite d'un avantage, qui peut revêtir deux formes : soit l'argent, soit la propriété de nouveaux moyens de production. Au cours des deux derniers siècles, les modes d'accumulation se sont transformés à partir d'une logique structurelle, mais celle-ci n'a à aucun moment réduit le caractère de hiérarchie ou la subalternité qui distingue la relation capital-travail.

Comme Boutang, Fumagalli pose le terme métamorphose, mais ajoute que celui-ci s'est caractérisé par l'implantation de nouvelles formes de propriété, de direction et de contrôle quant au processus d'accumulation. Ces modifications ont été nécessaires pour maintenir « inaltéré le temps », puisque les prérogatives ou privilèges de la domination capitaliste sur le travail et sur les êtres humains continuent, étendant ce processus à d'autres dimensions de la vie des personnes (Fumagalli, 2010).

Un autre point d'analyse est la compréhension des formes de valorisation du capital, centrée sur le passage de la valorisation fordiste matérielle à la valorisation flexible immatérielle, c'est-à-dire du capitalisme industriel au capitalisme cognitif. Cette approche a déjà pu être entrevue par d'autres auteurs qui partagent les arguments théoriques du capitalisme cognitif, dont beaucoup affirment que ce sont les processus historiques du capitalisme qui rendent compte de l'évaluation du capital depuis le capitalisme marchand.

En raison de l'intégration des principes tayloristes et de la mécanisation dans l'évaluation fordiste, la force de travail a été intégrée à un système de plus en plus complexe avec l'utilisation d'ustensiles et de machines plus stylisées. Selon cette approche, la productivité peut être mesurée au moyen de modèles informatiques fondés sur la production de biens matériels qui sont physiquement tangibles. En outre, l'offre de main-d'œuvre peut être représentée comme une variable dont la détermination ne tient pas compte des connaissances des travailleurs des usines. C'est-à-dire que même les connaissances manuelles ou artisanales produites depuis des temps pré-fordistes (Fumagalli, 2010) n'étaient pas prises en compte dans les mécanismes d'accumulation des bénéficiaires.

La crise du capitalisme industriel a cédé la place à une économie de la connaissance et aux rapports capital/travail et finance/production. Cette crise peut être interprétée comme une « véritable rupture historique dans la dynamique du capitalisme » (Fumagalli, 2010, pp. 84–85), qui met en évidence deux tendances : 1) l'imposant processus de financement à analyser à la lumière des transformations de la division du travail et des généalogies du processus de régulation des rapports salariaux; et 2) la centralité de la connaissance au sein de l'organisation de la production qui tend de plus en plus à dépasser les limites des entreprises et à se transformer en production sociale. L'auteur affirme que « le savoir n'est plus, comme le soutenait Smith, le monopole d'une classe donnée, et que cette évolution affecte la dynamique du progrès technique » (Fumagalli, 2010). Il convient de souligner que, pour Fumagalli, cela signifie que la production et le contrôle des connaissances deviennent le pari principal de l'évaluation du capital.

L'argument clé est qu'il y a eu un déclin historique du capitalisme industriel (qui est né avec la grande usine manchestérienne) qui a cédé la place à une nouvelle forme post-

industrielle de capitalisme qui se manifeste dans le capitalisme cognitif. Cette constitution a pu justifier la production et le contrôle de la connaissance comme le pari principal de la valorisation du capital, marquée par le « temps social » nécessaire à la constitution et à la valorisation des savoirs (Fumagalli, 2010).

Les transformations de la division du travail et de l'économie de la connaissance vont de pair avec l'évolution des mécanismes de régulation du marché du travail. Les travailleurs doivent être qualifiés pour accomplir leur travail, non seulement leur force est nécessaire, mais leur formation professionnelle devient de plus en plus importante. Le marché du travail s'est transformé au point que le contrat de travail est régularisé pour accéder aux connaissances des travailleurs, c'est-à-dire que certaines entreprises créent des contrats stipulant que les travailleurs acceptent de livrer leurs connaissances et que celles-ci sont la propriété de l'entreprise.

En tout cas, Fumagalli (2010) analyse le rôle central de la notion de « temps cédé » au sein du capitalisme industriel. Celui-ci semble avoir cédé la place à la notion de « temps social » nécessaire à la constitution et à la valorisation des savoirs dans le capitalisme cognitif. Dans cette discussion, Fumagalli trouve une séparation spéciale du modèle canonique du rapport salarial (le contrat à durée indéterminée) et la crise du système de tutelle sociale construit autour de celui-ci. Pour l'auteur, l'autonomie croissante de la connaissance des travailleurs est associée à une précarité liée aux conditions d'emploi liées aux bénéfices à un niveau juridique formel.

Or, Fumagalli entend faire face à deux réflexions sur la relation entre le développement de la « convention financière » et la diffusion du paradigme linguistique-communicatif. En premier lieu, l'auteur explique qu'il faut garder à l'esprit qu'il s'agit d'un tournant linguistique par rapport aux marchés financiers et à l'activité productive. Tout cela en considérant que le paradigme linguistique et communicatif dont parle Fumagalli favorise le développement des marchés financiers puisqu'il est de plus en plus dépendant de l'évolution de « l'opinion publique » (Fumagalli, 2010).

Les technologies de communication linguistique jouent un rôle de plus en plus important dans la productivité sociale. Celles-ci ont ouvert la voie à une toute nouvelle perspective de production, générant des emplois aux qualités plus communes, plus publiques et

informelles. Fumagalli (2010) explique que le langage et l'action communicationnelle-relationnelle sont aujourd'hui les mécanismes par lesquels le capitalisme cognitif se déplace. Sans les nouvelles technologies, il n'aurait pas été possible d'utiliser le langage comme *input* productif direct. Bref, les marchés financiers représentent aujourd'hui cette transformation de l'espace virtuel de la communication et de « l'opinion publique » en est la réalité concrète et opérationnelle. Après tout, cela a montré clairement qu'il y a une prédominance de l'immatériel sur le matériel (Fumagalli, 2010).

Trois idées concrètes s'en dégagent : la première est qu'il existe dans le capitalisme cognitif une exploitation économique du langage qui fait « fixer » une valorisation productive sociale du travail ; la seconde que la numérisation de la production favorise la croissance de celle-ci, mais génère des chaînes de sous-traitance et davantage d'éléments immatériels et symboliques ; la troisième, qu'il existe une union de plus en plus étroite entre la finance, la production et la consommation.

Deux changements se sont produits dans le contexte du développement et de l'évolution du capitalisme cognitif, qu'il importe de souligner ; d'une part, une augmentation notable des investissements dans la production et le transfert de connaissances comme l'éducation, la formation, la R&D et le *management*. D'autre part, une réduction des coûts de codage, de transmission et d'acquisition des connaissances, en raison de la naissance et de l'expansion des technologies linguistiques et de communication telles que les TIC, l'Internet et autres (Fumagalli, 2010). La connaissance est devenue une ressource primordiale qui se caractérise par son utilisation, son accessibilité et sa reproductibilité, en plus d'être mobile et indépendante de l'espace et du temps. Nous nous trouvons face à une métamorphose formelle du système économique capitaliste, sans pour autant que sa nature mute.

### Économie de la connaissance

Une limite méthodologique par rapport à l'économie fondée sur la connaissance est que, dans la conjoncture historique actuelle, il ne s'agit pas seulement de la mettre en œuvre, celle-ci étant subordonnée aux formes institutionnelles qui, après tout, ils définissent l'accumulation capitaliste (Fumagalli, 2010).

Dans une approche hétérodoxe, l'économie de la connaissance est évaluée comme un modèle séparé non assimilable au modèle néoclassique. En introduisant de nouveaux concepts et hypothèses sur le comportement des entreprises, on procède à la formulation d'une théorie autonome et indépendante du progrès technologique. Fumagalli explique que cette mesure ne constitue pas une théorie générale de l'accumulation interne et qu'elle comporte un seul sous-ensemble de référence (la production). Il ne permet donc pas de saisir pleinement l'évolution des rapports sociaux de production. L'expression capitalisme cognitif permettrait de comprendre « le lien total entre le développement des forces productives et celui des rapports sociaux de production » (Fumagalli, 2010).

Donc, comme Vercellone, Fumagalli conceptualise le capitalisme et le cognitif séparément. Le terme « capitalisme » désigne la permanence des variables fondamentales du système capitaliste : concrètement du bénéfice et du rapport salarial, tandis que le « cognitif » se réfère à la nouvelle nature du travail, des sources de valorisation et de la structure de la propriété sur lesquelles repose le nouveau processus d'accumulation. À cela s'ajoute la dimension historique du phénomène « connaissance », et il est précisé que sous des éléments empiriques il est possible de voir que le capitalisme est régi par différentes régulations et par différents régimes de production de la connaissance.

Tant les réglementations que les régimes de production sont à la base de la transformation des formes institutionnelles qui, selon l'école de régulation, caractérisent l'histoire du capitalisme. Elles déterminent leur capacité à se reproduire à travers une « incessante métamorphose des relations sociales fondamentales » (Fumagalli, 2010). En ce qui concerne la relation entre régulation salariale et connaissance, deux formes de savoirs se manifestent, bien qu'il existe d'autres modes de régulation de la relation capital/travail.

- 1) Les savoirs incorporés dans la présentation du travail, dont l'analyse doit se fonder sur l'évolution qualitative de la capacité de travail, sur la division technique et sociale du travail et sur les mécanismes institutionnels réglementant l'accès aux savoirs.
- 2) Les savoirs incorporés dans le capital sous forme de capital fixe (capital physique) ou sous forme d'activités ou de biens incorporels (R&D, *brand*, logistique, informatique, brevets, etc.). C'est la logique que nous pouvons

analyser de manière évolutive, c'est-à-dire de la forme artisanale-compétitive à la forme fordiste-industrielle et finalement cognitive.

Cette tendance à laquelle Marx a appelé le passage de la subsomption formelle à la subsomption réelle du travail au capital s'est concrétisée dans l'opposition à l'idée que les sciences, comme connaissance, soient le patrimoine du travail collectif. Fumagalli (2010) affirme que ce processus de polarisation des savoirs a trouvé son apogée depuis le modèle fordiste-industriel qui a hiérarchisé deux niveaux fonctionnels : la conception et l'exécution. Le processus de codification de la connaissance, a permis la séparation entre l'activité professionnelle et la subjectivité du travailleur, ce qui a conduit à l'objectivité de celui-ci en établissant des tâches qui pouvaient être décrites et mesurées selon certains critères.

Dans le modèle fordiste la possibilité d'introduire des innovations technologiques a été progressivement éliminée de la phase de production-mise en œuvre, en faisant du travail intellectuel un privilège pour une minorité spécialisée dans les activités de développement et de génération de connaissances. Avec la crise du paradigme fordiste-tayloriste, l'exploitation de la connaissance comme facteur productif a commencé à s'accroître et a ainsi cédé la place au développement de l'économie de la connaissance. Depuis lors, le savoir tend de plus en plus à être intégré au travail et aux capacités d'apprentissage.

### *General intellect*

Fumagalli apporte pour comprendre la fonction de la connaissance comme un élément immatériel qui se nourrit de capacités intellectuelles et de communication. Quand elles se nourrissent de la connaissance, elle se propage et devient « intellect général » (c'est-à-dire *general intellect* Fumagalli (2010), citant Marx :

La nature ne construit pas de machines, locomotives, chemins de fer, télégraphes électriques, métiers à tisser mécaniques, etc. Ce sont des produits de l'industrie humaine ; matériel naturel, transformé en organe de la volonté de l'homme dans la nature, ou de son action sur elle. Ce sont des organes de l'intelligence humaine créés par la main humaine ; puissance matérialisée du savoir. Le développement du capital fixe montre dans quelle mesure le savoir social général, le savoir [*knowledge*], est devenu une force productive immédiate, et donc dans quelle mesure les conditions du processus de vie de la société sont devenues contrôlées par

l'intelligence générale [*general intellect*], tout comme elles sont remodelées en conséquence. Dans quelle mesure les forces productives sociales sont produites, non seulement sous la forme du savoir, mais comme organes immédiats de la pratique sociale, du processus réel de la vie. (Marx, 1976b, pp. 718-719)

Considérant cette affirmation, Fumagalli conclut que dans le capitalisme cognitif, le *general intellect* se présente comme « qualité du capital, et de manière plus précise du capital fixe, dans la mesure où il entre dans le processus productif comme véritable moyen de production » (Fumagalli, 2010, p. 95). Selon les interprétations de Fumagalli de la pensée de Marx, l'acteur fondamental du processus social de production dans le capitalisme, est devenu « savoir social général ». Ce qu'il faut préciser, c'est que, du point de vue du capitalisme cognitif, le *general intellect* se présente comme une « qualité du capital, de manière plus précise du capital fixe, dans la mesure où il entre dans le processus productif comme véritable moyen de production ». En revanche, en tant que connaissance, elle devient une caractéristique principale du travailleur, qui est inaliénable, et qui correspond à un capital variable.

La transformation du capitalisme industriel en capitalisme cognitif a changé la logique de l'exploitation et de l'aliénation. Ce dernier n'a rien à voir avec la séparation entre le travailleur et les instruments de travail, ou les machines, qui conduisent à l'atomisation du travailleur réduit à la condition de l'individu qui travaille sans liberté dans une immense machine qui est tangible. Avec le capitalisme cognitif, précisément parce qu'il est *general intellect* on intègre la connaissance du travailleur, composante de valeur qui ne peut plus être expropriée.

Le *general intellect*, implique des formes différentes par rapport à son degré d'intensité ou de profondeur. Fumagalli (2010) propose une taxinomie impliquant trois degrés ou niveaux de connaissance :

1. L'information, c'est-à-dire la production de données formatées et structurées, capables d'être dupliquées mécaniquement et en série.
2. Le savoir, c'est-à-dire la possibilité de produire de l'apprentissage, soit en termes opérationnels (« savoir-faire »), soit en tant que capacité à faire face à des problèmes spécifiques, « savoir-être », « savoir-vivre », etc.

3. La connaissance systémique, c'est-à-dire la compréhension qui génère une capacité cognitive permettant de générer de nouvelles connaissances (know-that).

Pour l'auteur, la profondeur de la connaissance systématique est ce qui génère une valeur car elle établit un processus cumulatif qui est à la base du processus d'accumulation du capitalisme cognitif. La connaissance systématique implique de générer de nouvelles connaissances qui doivent être transmises. La profondeur du travail est ce qui produit et définit les nouvelles formes de division et de segmentation du travail, et donc la structure du biopouvoir. S'agissant d'une compréhension systématique de la connaissance, celle-ci se fait par la communication directe entre les porteurs de savoirs à travers le cerveau humain et non plus à travers des machines de codage, question que l'auteur appelle connaissance tacite (Fumagalli, 2010).

En établissant les types de connaissances, on peut voir les niveaux dans lesquels le capitalisme a tiré profit ou non. La connaissance personnelle est régulée par la « main publique » et est traversée par des dispositifs de contrôle (fordisme), mais à mesure que la connaissance devient l'axe principal de l'accumulation, le capitalisme commence à la rationaliser dans le but de maximiser son efficacité (capitalisme cognitif).

D'autre part, le savoir social a un pouvoir multiplicateur. Celui-ci fait référence au *general intellect*. L'ensemble de ces savoirs sont ceux qui relient les individus dans un contexte social organisé. Plus la transmission des connaissances entre les individus est élevée, plus le degré d'accumulation atteint est élevé (Fumagalli, 2010). L'expansion des connaissances personnelles favorise le capitalisme cognitif. Sa transmission a été affinée en fonction des progrès de la communication la plus efficace car avec le triomphe des technologies il est possible de l'étendre à des distances plus grandes sans aucun coût.

Selon Moreno (2017), la connaissance a connu, ces dernières années, un progrès significatif face au facteur travail lui-même qui, soutenu par le développement scientifique et technologique, transformerait les processus de production, de circulation et de consommation dans la société capitaliste. Or, l'un des mécanismes par lesquels le capitalisme actuel tire le plus de « bénéfices » est la technologie, la science et l'innovation. Une étude empirique assez large permet d'élargir cette idée. Nick Dyer-Whiteford (2004) réalise son étude intitulée « Sur le constat du capitalisme cognitif.

Composition de classe dans l'industrie des jeux vidéo et des jeux informatiques ». Celui-ci a pour but d'expliquer comment la connaissance fait partie de la « nouvelle économie » du capitalisme de l'information, où les entreprises de jeux vidéo interactifs se sont propagées dans le monde à travers un capitalisme cognitif de type informatique.

Dans l'étude réalisée par Whiteford (2004), il fait un tour historique de la façon dont les jeux vidéo sont apparus dans l'industrie du divertissement en 1970. Ceux-ci ont été produits par des simulateurs du complexe militaire spatial américain. Ce sont les hackers scientifiques qui, grâce à leur créativité et à leurs connaissances en informatique, ont généré des expériences ludiques qui se sont adaptées au marché domestique des jeux de fiction. Dans un premier temps, explique l'auteur, les petites entreprises de logiciels ont pris le contrôle, puis un grand nombre de groupes des médias et des entreprises de jouets.

À partir des années 1980 et 1990, des mécanismes novateurs tels que les cycles explosifs de la destruction créative ont été associés aux jeux vidéo. Ces innovations ont fini par anéantir et ruiner les entreprises individuelles, mais l'industrie des jeux vidéo et des jeux informatiques a entamé une trajectoire de croissance dont le bénéfice annuel a atteint 17 milliards de dollars. Whiteford affirme que le logiciel est l'élément vital de l'industrie du jeu vidéo et du jeu sur ordinateur, et fait en outre une distinction entre les deux types de jeux numériques (Whiteford, 2004).

L'auteur explique qu'au début les petites entreprises qui ont créé des jeux comme Doom, Tetris, entre autres, étaient sous le contrôle de groupes minoritaires de développeurs de logiciels, mais à mesure que l'industrie se développait, des entreprises plus petites et plus créatives ont été créées. En outre, les développeurs ont été supplantés par des éditeurs de jeux qui dominent les chaînes de marketing et de promotion.

Whiteford (2004) explique que l'impact de ces nouveaux *médias* sur la culture populaire et sur la pratique des loisirs a été extrême, comparable à celui du cinéma dans les années 1920 et 1930. En comptant les ordinateurs et les consoles, plus de la moitié des ménages américains et près de 80 % de ceux qui ont des enfants possèdent un appareil de jeu. Le plus grand loisir du siècle actuel, selon l'auteur, ce sont les jeux vidéo en ligne et à joueurs multiples qui constituent une véritable création collective. L'auteur affirme que le marché

des jeux numériques est transnational et que les ventes sont réparties *grosso modo* entre les secteurs américain, européen et asiatique (Whiteford, 2004).

Cependant, même si l'industrie du jeu vidéo est mondiale, elle n'est pas universelle. Cela est dû au fait que le tiers de la population mondiale vit avec moins de deux dollars par jour et que le coût d'une console reste élevé. Quant au travail en tant que tel, les jeux vidéo et les jeux informatiques sont fabriqués dans un tissu complexe et transnational de travail rémunéré et non rémunéré, Whiteford identifie dans son étude trois segments dans lesquels le capital est réparti entre les collectifs suivants : les ouvriers de la connaissance, les « prosommateurs<sup>2</sup> » et le nouveau prolétariat (Whiteford, 2004).

Aux États-Unis seulement, l'industrie du jeu emploie 30000 travailleurs du savoir, qui doivent être qualifiés pour se développer. Les ouvriers de la connaissance doivent rassembler des capacités comme concevoir, écrire et programmer des mondes virtuels et exigent une synthèse des capacités narratives, esthétiques et technologiques. Certaines d'entre elles impliquent de développer les connaissances rassemblées par le programmeur numérique, le graphiste, celui qui teste le logiciel, le scénographe, l'animateur, le technicien du son et de la musique.

L'auteur définit cette industrie comme une industrie de jeunes, qui sont recrutés dans la culture qu'elle a elle-même créée. Ils sont jeunes fascinés par la technologie et familiers avec ce type de conception. L'auteur définit celui-ci comme « travail immatériel » car il est incompatible avec les techniques de gestion tayloriste/fordiste. Il est intéressant de voir comment le jeu fait partie de l'arène centrale de l'industrie pour l'expérimentation des nouvelles formes de travail d'équipe, le *leadership* charismatique, les emplois de temps ultra flexibles ou les bureaux ouverts. En outre, il existe selon l'auteur des hiérarchies douces des *stock-options*, une gestion participative des ressources humaines et un *ethos* du « travail comme jeu » (Whiteford, 2004).

Quant aux « prosommateurs », ils sont directement liés à l'éthique du travail des jeux. Il existe des jeux vidéo qui sont bons, mais dont la création dépasse même le lieu de travail.

---

<sup>2</sup> Il se réfère aux prédictions sur les rôles des producteurs et des consommateurs à l'époque contemplative.

Dans ce cas, l'industrie ne peut être arrêtée et il y a ceux qui sont en première ligne, l'auteur les identifie comme secteur *A* qui est le noyau d'un ensemble diffus de créativité. Ce secteur dispose d'équipes de personnel rémunéré, tandis que dans le secteur *B*, il y a les créateurs qui ne sont pas rémunérés. Il convient de noter que les prosommateurs numériques recueillent des informations sur les goûts et les préférences des joueurs. Dans le secteur *B*, les personnes sont testées, des informateurs experts et des travailleurs bénévoles qui seront les futurs ouvriers de l'industrie du jeu (Whiteford, 2004).

Enfin, le nouveau prolétariat fait référence à la main-d'œuvre la moins coûteuse grâce à l'automatisation et à la mobilité globale générées par l'industrie du jeu vidéo. Ce collectif est très proche ou associé à l'expérience ouvrière de « l'accumulation primitive ». Selon l'auteur (Whiteford, 2004), la composante puce fait partie intégrante de l'économie numérique. Derrière la fabrication des *microchips* il y a une industrie mondialisée, les usines pour la création de ce composant se trouvent dans des pays comme le Mexique, la Chine, certains pays d'Amérique centrale, la Malaisie et les Philippines.

Les grandes marques comme Sony ou Nintendo sous-traitent pour la création des consoles et du matériel et c'est pourquoi dans ces régions s'est développé le nouveau prolétariat mondial. Ce qui est intéressant dans le studio, c'est que Sony PlayStation crée des consoles avec du coltan, un minerai qui est extrait pour un salaire de misère payé aux mineurs congolais. Concrètement, l'auteur définit tout ce processus comme la créativité du travail immatériel concentré sur le Nord global qui s'est appuyé sur le travail paupérisé dans le Sud planétaire. Pour l'auteur, cela montre comment le capital cognitif a débouché sur un dispositif d'emploi fortement polarisé (Whiteford, 2004).

Deux points importants de l'étude de Whiteford : 1) la manière dont les jeux vidéo et les jeux informatiques montrent l'extraordinaire succès du capitalisme cognitif en encadrant les formes émergentes du *general intellect* mais d'un circuit global qui s'est mercantilisé en intégrant le travail immatériel, 2) la fondation d'une nouvelle industrie qui s'est constituée avec la main-d'œuvre immatérielle, considérée par celui-ci comme d'élite. Les activités professionnelles y sont devenues des activités vitales, mais aussi l'exploitation du travail paupérisé dans les industries.

Par rapport au marché, au niveau de la consommation et de la reproduction sociale, les jeux brouillent les scénarios virtuels qui sont propres à un capitalisme financier, dans lequel le grand investissement sont les sables de la biotechnologie et bien sûr de la numérisation. Pour l'auteur (Whiteford, 2004), les jeux vidéo et les jeux informatiques sont une démonstration claire de la subsumption triomphale du biopouvoir des forces du capitalisme cognitif. Ce n'est pas seulement tout ce qu'il faut pour créer un jeu vidéo, mais derrière cette industrie, le marché devient de plus en plus mortel. Le piratage, l'achat et la vente de jeux à des prix excessifs sont l'une des preuves tangibles de la façon dont le capitalisme cognitif fait aujourd'hui partie de la société mondiale.

Une autre idée qu'il faut citer est que les jeux vidéo et les jeux informatiques ont montré que le *general intellect* a conduit au dépassement du capital. Aujourd'hui, la socialisation numérique des jeunes par le jeu a ouvert une dimension subversive, faisant proliférer les pratiques cyber-activistes et de hackers qui ont fait éclater la culture des jeux numériques à grande échelle. À ce propos, l'auteur mentionne une chose qui était inaccessible il y a des décennies : les jeux vidéo et les jeux informatiques ont démocratisé les capacités de planification populaire et d'auto-organisation collective jusqu'à présent concentrées entre les mains du capital, de ses cadres militaires et des organes de gestion. À partir de ce qui précède, le jeu interactif est une démonstration claire du biopouvoir contemporain car il provoque une marchandisation cognitive qui grandit sans cesse (Whiteford, 2004).

#### Connaissance et métamorphose

Il est important de considérer la relation que propose Fumagalli (2010) autour de la connaissance et du processus de métamorphose qu'il a subi dans l'histoire. Dans le capitalisme industriel, le contrôle des machines était une condition pour l'accumulation, qui tendait à incorporer le savoir technique. En revanche, dans le capitalisme cognitif, l'accumulation se fonde sur l'appropriation et le contrôle du savoir et de la connaissance sociale (*general intellect*). Il constitue un axe du processus de création de richesse aujourd'hui. Le capitalisme cognitif est déterminé par les économies d'apprentissage et les connaissances générées par l'accumulation du capital humain.

Pour Fumagalli (2010), il est indispensable de reconnaître et de classer les connaissances qui influent sur la productivité du travail. Partout, on reconnaît l'existence du *general*

*intellect*, ce qui permet de poser une nouvelle théorie de la valeur en considérant la connaissance et ses formes d'accumulation. L'auteur définit quatre domaines du processus d'accumulation : le régime de propriété, les déterminants de la productivité et de la compétitivité, la relation individu-collectivité et une nouvelle conception du temps. D'un point de vue spécifique, un tel processus peut être compris en raison des nouvelles réglementations économiques dont l'auteur parle également dans son approche théorique du capitalisme cognitif.

Quand Fumagalli parle du régime de propriété, il explique que ce concept s'est transformé car il était initialement basé sur des objets matériels ou des terres. Avec le capitalisme cognitif, celui-ci se transforme en capital lié à l'activité professionnelle, mesurable en termes de temps et de marchandises physiques. Dans le passage du capitalisme industriel au capitalisme cognitif, il n'est possible de définir que partiellement la notion de propriété individuelle à la suite du processus d'appropriation des forces productives du travail (Fumagalli, 2010).

L'immatérialité de la connaissance fait que celle-ci n'est pas tout à fait appropriée. C'est une ressource personnelle qui est liée aux capacités non aliénables de l'esprit et du corps du travailleur. Ces deux aspects mettent en crise la matérialité de la marchandise échangée et sa mesure, ainsi que le concept de propriété, qui était entendu dans le contexte de la modernité capitaliste. Dans ces circonstances, il a été nécessaire de fonder une nouvelle institution de la propriété qui soit capable de dépasser la propriété commerciale. C'est ce qui a donné naissance à la propriété intellectuelle qu'il représente dans le capitalisme cognitif, l'institution qui s'est le mieux adaptée aux nouveaux mécanismes d'accumulation du point de vue de l'économie fondée sur la connaissance.

En ce qui concerne ce passage, il est clair que les institutions qui protègent la propriété intellectuelle sont plus faibles que celles qui protègent la propriété des biens matériels, par le fait même que la connaissance dépend de son niveau d'abstraction et que celui-ci devient collectif. Avec le développement des marchés financiers, surtout liés aux sociétés du nouveau cycle technologique informatique-linguistique, il y a eu un processus de dématérialisation de la propriété liée au processus d'accumulation du capitalisme cognitif.

Fumagalli indique que « dans le fordisme la propriété signifiait pouvoir, maintenant c'est le contrôle qui est source de pouvoir » (Fumagalli, 2010, pp. 111–112) . Le contrôle des composants immatériels de la production, c'est-à-dire le travail cognitif et le langage, est la nouvelle forme de propriété du capitalisme cognitif. Par conséquent, l'immatérialité de la propriété se transforme en contrôle. La nature sociale et personnelle de la connaissance conduit à considérer toute tentative d'appropriation privée comme un acte anti-libéral. Dans ce cas, l'esprit même du capitalisme est visible en voulant s'approprier la connaissance.

Quant à la libre circulation, Fumagalli explique que ce n'est pas un hasard si, au moment même où la propriété intellectuelle devient la base de la nouvelle structure juridico-économique, des campagnes se développent, à l'opposé de celle-ci, pour que la connaissance soit reconnue comme patrimoine commun de l'humanité (Fumagalli, 2010). Cette perspective révèle une dispute car plus les droits de propriété intellectuelle dans le domaine économique s'accroissent, plus le mouvement non *copyright* et *open source* s'accroît. L'auteur reconnaît les hackers comme les personnages qui résistent à cette appropriation car ils mettent en danger la possibilité de privatiser le savoir collectif à travers la propriété privée. Les multinationales ont pris un risque face à leur objectif de privatisation de l'information, mais ce qu'elles ont finalement fait, c'est mettre en place des mécanismes tels que la sous-traitance et la coopération productive qui ont remis en question l'attribut de la gratuité du produit *open source*.

Fumagalli met l'accent sur le niveau de productivité de la connaissance, expliquant que celle-ci se trouve partout, et c'est pourquoi on commence à mesurer son intensité. En fin de compte, dans le capitalisme cognitif, il n'y a pas de productivité individuelle comme on pouvait le voir dans le capitalisme industriel, mais une productivité collective ou sociale de la connaissance. C'est dans la communauté et avec la diffusion des savoirs que commence le processus productif du capitalisme cognitif immatériel.

[Le système d'accumulation historique du capitalisme : le passage au capitalisme cognitif selon Carlos Vercellone](#)

Vercellone fait partie des auteurs du courant théorique du capitalisme cognitif. Ses débats portent sur les différentes possibilités de compréhension du développement du

capitalisme. Avec Negri, ils soutiennent que le capitalisme se trouve dans une phase cruciale qui se caractérise par des revêtements structurels différentiels par rapport à l'ancienne phase capitaliste industrielle. Vercellone affirme que les différences s'établissent tant dans la manière dont les processus de travail sont organisés que dans les formes de création de valeur. En outre, dans les modalités d'accumulation, de circulation et de distribution du savoir, dans les espaces appropriés de sociabilité et les formes de subjectivité individuelle et collective qui se créent à partir des pratiques modifiées (Vercellone, 2014).

Une des contributions de l'auteur au capitalisme cognitif est son effort pour définir les points de départ de la théorie, ainsi que les concepts, les articulations et les transformations, en assumant le rôle du savoir et de l'immatériel dans le capitalisme contemporain. Ainsi, le capitalisme cognitif pour Vercellone (2004b) implique une synthèse entre le système capitaliste marqué par les profits, la relation salariale et le travail comme source de la plus-value, et la structuration d'une nouvelle nature du travail, les sources d'évaluation et la structure de la propriété.

Ce qui est intéressant dans sa contribution, c'est l'association du capitalisme cognitif et de l'État providence, ouvrant le débat sur les conséquences politiques de l'acceptation des concepts proposés. Dans son article sur les politiques de développement à l'époque du capitalisme cognitif, la thèse centrale est que la crise actuelle du développement doit être comparée à la crise du capitalisme industriel et à la transition vers un capitalisme cognitif. Celui-ci est défini comme « l'évolution ou le développement d'une économie fondée sur la diffusion du savoir et dans laquelle la production de la connaissance devient le pari principal de la valorisation du capital » (Vercellone, 2004, pp. 71–72)

D'autre part, pour l'auteur, il y a une partie des travailleurs de la connaissance et des activités de haute intensité comme celles liées aux services informatiques, R&D, enseignements, formation, santé, multimédia, logiciels, qui font partie de la variable clé de la croissance et de la compétitivité des nations aujourd'hui. En d'autres termes, à l'ère de la technologie, la connaissance est un élément essentiel du développement de l'État. En ce qui concerne la division du travail, Vercellone (2004b) explique qu'aujourd'hui les capacités cognitives sont fondamentales dans la définition même de l'être humain, alors

que le capital physique est devenu une variable secondaire. Cet événement est le produit de la mutation du capitalisme dans un monde de plus en plus globalisé.

En tant qu'économiste, il a centré ses recherches sur la compréhension du développement dans le contexte de la transition du capitalisme industriel au capitalisme cognitif, et il assure que celui-ci doit aller de pair avec la capacité de production en appliquant les savoirs comme source économique. C'est pourquoi les savoirs sont mobilisés et aboutissent à ce que l'auteur appelle une nouvelle division cognitive du travail, qui est un facteur déterminant quant à la compétitivité d'un territoire. Aujourd'hui, tout dépend du stock de travail intellectuel mobilisé de manière coopérative.

En ce qui concerne le développement, l'auteur fait valoir l'inégalité de l'économie de la connaissance, visible du fait que les pays développés ont la capacité de générer une production capitaliste basée sur la connaissance, alors que les pays les moins développés perdent ces avantages. Les savoirs deviennent de plus en plus techniques et le capitalisme cognitif se nourrit de ce revenu fiscal<sup>3</sup> qui devient de plus en plus stratégique. Ayant une approche plutôt économique, Vercellone s'intéresse à une critique de l'école de la régulation qui est abordée à partir du capitalisme cognitif.

À cet égard, l'auteur se déclare préoccupé par la crise actuelle et dit que

Plusieurs de ses aspects sont présentés comme la première « grande crise » de régulation du capitalisme cognitif. Une « crise de mutation » qui, comme le souligne le dernier rapport de la Banque mondiale, montre l'impossibilité du régime actuel de croissance à assurer la « cohésion et la préservation des ressources naturelles » (Vercellone, 2004b)

Pour Vercellone (2014), la théorie du capitalisme cognitif fait également référence à l'économie de la connaissance. Cependant, se concentre sur l'explication du concept de révolution informatique qui a évolué à mesure que la mondialisation s'est étendue. Des auteurs comme Negri s'accordent avec lui sur le fait que le capitalisme cognitif a été engendré par la crise du fordisme, permettant la mutation du capitalisme industriel en

---

<sup>3</sup> Montant comprenant à la fois les rendements, les augmentations et les diminutions patrimoniales qui ont eu lieu au cours d'une période donnée, afin de fixer les obligations fiscales correspondantes.

correspondance avec l'avancée de la mondialisation. Mutation possible par la croissance du rôle de la connaissance et la dimension cognitive du travail dans l'économie.

L'auteur mentionne que, dans le capitalisme cognitif, on peut mettre en évidence une industrie intensive de la connaissance. Pour cela, il exprime l'une des plus grandes limites méthodologiques autour des approximations du *mainstream*<sup>4</sup> qui est l'oubli du sens et la non-prise en compte de la conjoncture historique actuelle dans l'instauration d'une économie fondée sur la connaissance. C'est pourquoi il s'inscrit dans les formes institutionnelles et structurelles de la logique d'accumulation capitaliste. En parlant de « finance, revenu et travail dans le capitalisme cognitif », il indique que les formes du revenu se sont multipliées, ce qui a donné une place stratégique dans l'orientation des entreprises, la répartition des revenus et la stratification sociale de la population. Pour Vercellone (2008), il existe des frontières traditionnelles entre la catégorie du revenu et le bénéfice de l'entreprise fondées sur le rôle actif de l'employeur ou de l'organisation dans la planification du processus du travail.

Quant à la division du travail, Vercellone explique que celle-ci se fait aujourd'hui grâce à un processus de complémentarité entre les différents blocs du savoir qui s'intègrent pour obtenir un résultat. C'est pourquoi la transformation du capitalisme a déstabilisé en termes traditionnels les échanges et la division capital/travail. Cette mutation et la crise de la loi de la valeur-temps du travail, se traduit par une modification radicale des mécanismes de captation de la plus-value à partir de quoi le revenu et la crise de la formule fiscale qui entraîne la séparation des catégories de salaire, de revenu et d'avantage sont revenus (Vercellone, 2014).

Reprenant la position de l'auteur, Vercellone propose un plan conceptuel et un plan méthodologique sur la base de la thèse du capitalisme cognitif, en posant une critique radicale des théories économiques fondées sur la connaissance. L'auteur indique clairement que le concept de capitalisme cognitif est proposé en remplacement de celui-ci pour « mettre en évidence la dimension historique et dialectique conceptuelle entre les deux termes qui composent ce concept : capitalisme + cognitif » (Vercellone, 2014).

---

<sup>4</sup> Tendence ou mode dominante.

- Le terme capitalisme désigne la permanence dans les changements des variables fondamentales du mode de production capitaliste - en particulier le rôle moteur du profit et la tendance à transformer l'ensemble des biens en capital et marchandises fictives<sup>5</sup>. Selon Vercellone, ce sont des marchandises fictives parce qu'elles échappent aux critères qui définissent les marchandises traditionnelles en raison de leur caractère non concurrentiel et cumulatif.
- Le terme cognitif met en évidence la nouvelle nature du travail et des sources de la valeur et de la plus-value, des formes de propriété et des relations d'exploitation sur lesquelles repose aujourd'hui l'accumulation du capital.

Le concept de capitalisme cognitif proposé par Vercellone caractérise également les conflits et la nouvelle nature des contradictions qu'engendre cette transformation. Cela aussi bien sur le plan de l'organisation du travail que de l'antagonisme toujours marqué entre le caractère social de la production et le caractère privé de l'appropriation.

En termes plus simples : le capitalisme tente de s'approprier le cognitif. Le cognitif n'est pas un adjectif du capitalisme, mais il le définit et le caractérise. En fait, cela peut devenir une forme de résistance et un obstacle au système.

Si la dimension cognitive intellectuelle du travail est alors, l'essence même de l'activité humaine, c'est alors cette conscience et cette dimension cognitive du travail qui peuvent se révéler comme un obstacle au contrôle capitaliste du processus de production, et donc au processus d'accumulation (Vercellone, 2014).

C'est intéressant comment Vercellone suppose qu'il y a un contrôle du travail sur la connaissance et le savoir-faire. Du point de vue de la théorie économique, il met l'accent sur le problème du caractère incomplet du contrat de travail, qui est lié à l'idée de l'achat et de la vente de la main-d'œuvre. Dans ce cas, le contrat concerne la mise à disposition par le travailleur d'une quantité de temps et non du travail effectif des salariés.

---

<sup>5</sup> Selon Polanyi, l'extension de la création des prix de marché pour englober les marchandises fictives de terre, travail et monnaie était une innovation plus révolutionnaire que les inventions mécaniques du capitalisme industriel tôt. Terre, travail et argent sont des marchandises « fictives » parce qu'à la différence des vraies marchandises elles ne sont pas produites pour la vente. Les ressources naturelles, comme la terre par exemple, sont un don de Dieu. L'argent, de son côté, est une convention sociale.

Quelques solutions possibles : 1) la concrétisation du taylorisme, dans lequel la connaissance productive devrait passer aux mains du capital, expropriant les travailleurs de leurs savoirs et prescrivant de manière précise les différentes tâches dans les temps et modes opératoires. Ici, la subjectivité du travail est niée et donc séparée du travailleur lui-même, 2) accepter la dimension cognitive et en outre l'autonomie des travailleurs, c'est-à-dire ne plus prescrire le travail, mais la subjectivité même des travailleurs, afin que ceux-ci mettent volontairement leurs savoirs respectifs au service de l'entreprise et donc du capital. Cette dernière est celle qui serait appliquée dans le monde d'aujourd'hui, et qui se rapproche de l'idée de l'exploitation, qui ne se réduit pas seulement à l'extraction de plus-value, mais à l'aliénation du travail par rapport au sens et à l'absence de démocratie dans l'organisation de la production.

Cette dynamique est conflictuelle et pourrait expliquer la raison de la nouvelle division capitaliste du travail, surtout à partir de la première révolution industrielle, qui a nié sa dimension cognitive. Les organisations fordistes, explique l'auteur, essayaient d'inverser la dimension cognitive en la transformant en son contraire, c'est-à-dire en faisant des activités mécaniques, répétitives et impersonnelles, entièrement subordonnées ou incorporées en tant qu'essence incorporée dans le capital fixe.

L'intérêt de Vercellone pour mettre en évidence le processus de transition des différents systèmes historiques d'accumulation du capitalisme marchand au capitalisme cognitif est remarquable. Citant Fernand Braudel :

le capitalisme est une vieille histoire, une histoire qui précède et même va au-delà de la révolution industrielle, et du capitalisme industriel, et qui peut alors s'articuler sous des formes très diverses de captation de la plus-value et de domination de la société et du travail (Vercellone, 2014).

Dans le capitalisme industriel, les artisans étaient en plein sous-emploi du travail au capital, tout étant mécanique, sous des processus standardisés. Il en a été de même pour le développement des sciences à propos du capitalisme industriel. Le fordisme et le taylorisme ont créé des mécanismes d'exploitation sans que les travailleurs se rendent

compte de la dimension cognitive qu'il a apportée au développement et à l'innovation de la technologie dans les usines.

La crise du fordisme a donné naissance à la théorie du capitalisme cognitif et se caractérise par deux ruptures concrètes : 1) l'ouverture d'une phase historique entièrement nouvelle relative au rapport capital/travail et 2) le rôle de la connaissance dans l'économie. Ce dernier point repose sur l'hégémonie du savoir vivant du travail par rapport au savoir mort du capital, qui implique pour l'auteur l'ossature centrale de l'hypothèse du capitalisme cognitif. Cette approche opposée à l'interprétation qui fait du savoir un facteur de production indépendant du capital et du travail se trouve dans la puissance du travail, c'est-à-dire dans les facteurs qui ont conduit à la formation d'une intellectualité diffuse.

Pour cette raison, Vercellone (2008) assure que le capitalisme cognitif est le résultat d'un processus de restructuration du capital à travers lequel il tente d'absorber et donc de soumettre les conditions collectives de la production de la connaissance. Il s'agit de cette forme d'accumulation dans laquelle la valeur productive du travail intellectuel et immatériel devient dominante. Cependant, l'économie fondée sur la connaissance n'est pas la même chose que le capitalisme cognitif, car cette dernière est le résultat d'un système historique d'accumulation.

Elle ne provient pas non plus d'une mauvaise régulation de la finance, « mais d'une difficulté intrinsèque à faire fonctionner le capital immatériel comme capital et le capitalisme cognitif comme capitalisme » (Vercellone, 2014). Par conséquent, le capitalisme cognitif se nourrit de l'économie de la connaissance qui est reliée aux institutions publiques comme la santé et l'éducation. Les processus de privatisation et les politiques d'austérité sont devenus l'idée de la *new public management* et l'État providence s'est soumis à la logique de l'économie basée sur la connaissance, laissant la place au capitalisme cognitif.

L'extension de la logique mercantile dans ces secteurs est théoriquement possible, mais la santé, l'éducation et la recherche correspondent à des activités qui ne peuvent et ne devraient pas être soumises à la rationalité économique du capital. C'est pour cette raison qu'il existe des inégalités insoutenables, une raréfaction artificielle des ressources et une

réduction drastique de l'efficacité sociale de ces productions, car ni l'activité du travail, ni le produit ne peuvent être réellement standardisés. En outre, dans le cadre de ces activités,

L'efficacité en termes de résultat dépend de toute une série de variables qualitatives liées aux communications, à la densité des relations humaines, au soin désintéressé et donc à la disponibilité de temps pour l'autre, que la rationalité entrepreneuriale ou du new public management, seraient incapables d'intégrer mais comme coûts et temps morts improductifs (Vercellone, 2014).

Enfin, l'auteur aborde la mutation de la division du travail technique et de la division du travail cognitif. Dans cette mutation, il existe une pression exercée par le système d'entreprise, qui renforce les droits de propriété intellectuelle afin de s'appropriier les connaissances produites par les travailleurs et de bloquer les mécanismes permettant leur circulation. En effet, le travail cognitif, en substance, est la combinaison complexe d'une activité intellectuelle qui implique réflexion et production et qui s'effectue tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du temps officiel de travail (Vercellone, 2014).

Cette mutation a généré une nouvelle façon d'évaluer les compétences requises par les travailleurs salariés en provoquant la précarisation de l'emploi et le phénomène du déclassement. Une deuxième mutation concerne la pratique de la gestion des ressources humaines au niveau des entreprises et une troisième la manière dont le capitalisme cognitif va de pair avec le renforcement du système des droits de propriété intellectuelle et en particulier des brevets. Nous voyons comment la circulation des connaissances dans les différents domaines proposés par Vercellone s'est enrichie, de sorte qu'il ne s'agit plus d'accumulation de richesses mais de connaissances. En transformant la connaissance en capital, en marchandise fictive, on se trouve dans une situation paradoxale car plus la valeur de changement de la connaissance augmente artificiellement, plus sa valeur d'usage social diminue, en raison de sa privatisation et de sa propre rareté.

## La valeur de la connaissance dans le capitalisme cognitif selon Enzo Rullani

Un autre théoricien du capitalisme cognitif à analyser est Enzo Rullani (2004), qui part du fait que la connaissance a une valeur d'utilisation, mais n'a pas un coût qui peut être utilisé comme référence pour déterminer la valeur de changement.

Pour l'auteur, ce n'est pas une nouveauté que l'on veuille lier l'économie à la connaissance puisque, depuis la révolution industrielle, la production utilise des machines, et en fait, sa propre invention a été introduite avec la science et la technologie. Avec l'incorporation du taylorisme, le travail a été organisé scientifiquement, car il introduit l'idée du talent humain, qui met en évidence la division du travail mécanique et la connaissance comme une source d'évaluation.

Pour Rullani, le « moteur » d'accumulation du capital a donné lieu au positivisme scientifique, qui a recueilli, au siècle dernier, l'héritage des lumières, et qui a inscrit le savoir dans son caractère reproducteur. La connaissance se trouve au service de la production de manière déterministe, alors que sa tâche est de contrôler la nature à travers les techniques et les êtres humains à travers les hiérarchies. La connaissance et sa productivité ont apporté des avantages pratiques car elles ont permis une augmentation exponentielle de la productivité et des revenus, en cohérence avec l'objectif du capitalisme (Rullani, 2004).

Lorsque Rullani fait référence au positivisme scientifique, il se réfère au fait que la connaissance dans le capitalisme cognitif a été réduite à un simple mode de calcul et au contrôle technique. C'est ainsi que les nouvelles exigences de la production du savoir ont été intégrées dans le capitalisme contemporain.

La connaissance a donc été adaptée à la production en tant que partie intégrante du développement industriel et plus encore des nouvelles technologies. Celui-ci est devenu un facteur intermédiaire tant pour le travail que pour le capital, et stocke donc la valeur du travail. Rullani déclare :

La connaissance entre dans la production en gouvernant les machines, en gérant les processus et en générant de l'utilité pour le consommateur. Dans le circuit productif du capitalisme industriel, le travail génère la connaissance et la connaissance à son tour génère la valeur (Rullani, 2004).

Rullani (2004) affirme que le capitalisme cognitif fonctionne d'une manière totalement différente du capitalisme lui-même en raison du circuit productif de valeur par rapport à la connaissance. Il explique que pour que le capital ait de la valeur, il faut non seulement « subsumer » le travail vivant, mais aussi la connaissance qu'il génère et qu'il met dans le circuit. C'est précisément là que résident les difficultés de cette sous-alimentation, qui empêchent de réduire simplement la connaissance au capital en donnant un sens à l'idée de capitalisme cognitif.

Les arguments de l'auteur tournent autour de l'idée que les processus de virtualisation qui surgissent de la main du postfordisme séparent la connaissance de son support matériel. La connaissance et sa valeur impliquent l'instabilité, des points de discontinuité, des catastrophes, mais aussi une multiplicité de chemins possibles. Cela peut sembler abstrait, mais sa valeur a généré une rencontre de débats qui peuvent être théorisés depuis le capitalisme cognitif. Ni la théorie de la valeur, ni la tradition marxiste, ni la théorie libérale (actuellement dominante) n'ont pu rendre compte du processus de transformation de la connaissance en valeur. Tout cela permet de justifier le choix de clarifier le capitalisme contemporain qui cherche par tous les moyens à s'emparer de la connaissance et à subsumer la vie elle-même au capital.

Pour revenir à l'idée centrale, la connaissance a une valeur d'utilisation pour la mais n'a pas une valeur-coût ou une valeur de changement. « En effet, le coût de production de la connaissance est extrêmement incertain, le processus d'apprentissage étant par nature aléatoire et, surtout, radicalement différent du coût de sa production » (Rullani, 2004). Étant donné que la connaissance est partout et que son accès devient de plus en plus rapide aujourd'hui, sa valeur de changement est liée à la capacité pratique de limiter sa diffusion libre, c'est-à-dire de limiter par des moyens juridiques -brevets, droits d'auteur, licences, contrats- ou monopolistes la possibilité de copier, d'imiter, de « réinventer », ou d'apprendre des connaissances d'autrui.

À ce qu'a dit l'auteur, il faut ajouter que la valeur de la connaissance n'est pas le résultat de sa rareté, mais se trouve à un moment où il existe des limitations de type institutionnel ou étatique. Le manque de connaissances, c'est justement ce qui lui donne sa valeur. Le problème est que celui-ci dérive dans la capacité d'un pouvoir qui devient de plus en plus omniprésent et qui limite temporairement la connaissance par rapport à sa diffusion, car il peut réglementer l'accès aux savoirs.

Tout ce qui précède a conduit à ce que les nouvelles technologies mettent en œuvre ce que l'on appelle les brevets et le droit à la propriété intellectuelle. La valeur du changement et de l'utilisation des connaissances peut être vraiment gigantesque, mais il n'y a pas eu de réglementation cohérente en ce qui concerne la manière dont le capitalisme les gère. Rullani se montre assez critique sur ce point, arguant que le temps est un facteur primordial pour l'économie. C'est pourquoi il affirme que l'économie de la connaissance est une économie de la vitesse. Aujourd'hui, tout dépend de la rapidité, semblable à ce qui se passait dans le modèle fordiste, puisque les machines devaient être manipulées ou contrôlées de manière à permettre à la production d'augmenter et au capital d'augmenter. C'est exactement la même chose avec la connaissance, car dans le capitalisme cognitif, il faut accélérer l'utilisation de la connaissance pour en tirer une valeur adéquate. Cette accélération productive de la connaissance permettra une plus grande diffusion.

Miguez (2013) explique que Rullani considère la connaissance comme un bien ou un troisième facteur de production, un facteur qui est de toute façon nécessaire, comme le travail ou le capital, et qui se caractérise par son accessibilité, être repliable, plus mobile et indépendant de l'espace et du temps. Ce serait une erreur car la connaissance n'est pas une ressource mais le résultat des capacités intellectuelles et de communication de l'être humain, produit de son interaction avec le savoir social dans les mots de Marx, avec du *general intellect*.

Yann Moulier Boutang : la grande industrie de l'usine sociale, le capitalisme cognitif.

L'un des thèmes qui retient le plus l'attention des auteurs du capitalisme cognitif est celui des transformations du capitalisme au niveau historique. Pour Boutang (2004), il s'agit

d'une mutation profonde qui se résume au capitalisme cognitif ou à la société de l'information, à la nouvelle économie, à la révolution technologique des NTIC.

La thèse de Boutang est qu'il existe une nature propre à la valeur. Sa forme, le lieu et les modalités de son extraction sont remodelés de haut en bas. L'auteur affirme que la théorie doit être placée dans la transformation au-dessus d'un changement de régime de croissance ou d'un paradigme technique et aussi quelque part entre un changement de régime d'accumulation capitaliste (école de régulation) et un changement des rapports de production proprement dits. C'est-à-dire qu'il s'agit d'esquisser une transition à l'intérieur du capitalisme, qui comporte des mutations radicales comme celles qui ont marqué le passage du capitalisme marchand esclavagiste et absolutiste au capitalisme industriel salarié et « démocratique ». Il s'agit d'une transition qui suppose probablement une métamorphose du régime salarial.

D'autre part, la position de Boutang sur la critique de l'économie politique classique et néoclassique attire l'attention, posant la question suivante : « Existe-t-il de nouvelles lois pour la nouvelle économie, en matière de cycle, de conjoncture, de « fondements à respecter », ou les lois de l'ancienne économie sont-elles encore valides ? » (M. Y. Boutang, 2004, p. 109). Cela a déjà suscité un débat ouvert entre les autres auteurs qui cherchent à éclaircir et à démontrer l'existence de la transformation du capitalisme.

Pour répondre, Boutang assure qu'il y a des traits qui sont actuellement en question, comme

la division verticale du travail, le caractère quasi universel de la loi des rendements décroissants, la séparation de la force de travail de la personne du travailleur, le paradigme de la valeur comme transformation et dépense d'énergie musculaire, la rareté, l'usure et la détérioration des biens et des services, la divisibilité des facteurs, la loi de l'entropie généralisée et de la détérioration des biens par leur utilisation; le caractère subalterne ou marginal des externalités, notamment les exigences de les faire valoir dans le cadre du système écologique (M. Y. Boutang, 2004, p. 108).

Toutes ces questions et préoccupations passent par une double réponse négative à la question précédente : la nouvelle économie est critiquée du côté « radical », soit d'une

opération libérale allant de pair avec le financement, soit d'une « nouvelle course à l'or ». Ces deux réponses sont éphémères car elles distribuent finalement les droits de propriété en faveur des investisseurs capitalistes qui, à un moment donné, ont caressé le rêve de faire fortune rapidement.

La métamorphose que signale Boutang (2004) se traduit par la tentative capitaliste d'absorber réellement l'économie de l'immatériel et de son gigantesque potentiel de coordination et d'interaction de l'action humaine. Quoi qu'il en soit, il existe des capacités d'accumulation presque illimitées à partir de la numérisation et de la connaissance elle-même, en raison du traitement informatique qui se manifeste aujourd'hui et dans la mondialisation.

Un autre facteur fondamental du capitalisme cognitif est la réduction presque nulle du coût de reproduction de la connaissance. Sur le « continent de la connaissance », comme l'auteur l'appelle, et avec l'expansion qualitative du capitalisme, de nouvelles contradictions s'ouvrent. Celles-ci rendent plus difficile la justification des droits de propriété tels qu'ils ont été construits au début du capitalisme industriel. Ces obstacles devront être assumés et résolus par le capitalisme lui-même en temps voulu. Un exemple en est la place des salaires dans le passif du bilan des entreprises, ce qui n'a pas de sens dans une économie dominée par le capital humain immatériel.

Boutang est l'un des auteurs qui cherche à comprendre le nouvel ordre économique mondial, qui se trouve sous l'hégémonie nord-américaine et qui inclut la domination des services, de la propriété intellectuelle et de l'art. Cela crée des problèmes théoriques de fond en raison de l'économie orthodoxe, « l'économie de l'information imparfaite » (Boutang, 2004) en raison des coûts de transaction, des interactions et des externalités. Cette affirmation a suscité un débat assez intéressant, car l'auteur affirme que le problème de la nouvelle économie de la connaissance réside dans la mise en place de nouveaux droits de propriété, permettant l'absorption non-chaotique ou révolutionnaire de l'activité cognitive humaine sous la règle du marché (Boutang, 2004, p. 111)

Pour lui, il est nécessaire de consolider un régime de croissance, ce qui implique de grandes transformations institutionnelles et constitutionnelles puisque le capitalisme

cognitif se trouve dans une phase d'accumulation primitive. On veut ainsi exprimer l'accumulation de nouveaux droits, qui impliquent les couches populaires et les couches sociales dominantes, menacées également d'une expropriation dévaluation de leurs titres. La critique s'adresse à la grande tradition bourgeoise libérale de l'économie constitutionnelle réelle de l'individualisme possessif. Nous nous trouvons dans une structure articulée par un contrat ou par des ensembles de contrats, et ces structures sont garanties par le marché :

marché des biens, des services, mais aussi des gens -esclavage, salaire- et surtout marché des droits -des libertés politiques -, de nos jours, enfin, le marché des promesses et des risques, les finances, le marché des nouveaux droits de propriété émis autour de l'environnement, de la vie, etc (Boutang, 2004, p. 112).

Mais cette tradition n'est pas la seule, il y a aussi celle de la propriété publique qui intervient à la fois comme instrument de limitation du contrat (droit d'expropriation des propriétaires d'esclaves, par exemple, ou des propriétaires de terrains). Mais surtout l'émergence du droit social, du droit du travail, du droit public économique qui règlent le marché, l'individu, l'exercice de la liberté et la jouissance de la propriété. Boutang assure que c'est à l'État qu'incombe cette tâche, par la loi qu'elle édicte et par les engagements institutionnels -conventions collectives- dont elle favorise l'apparition. Ces engagements se construisent entre l'ensemble social représenté par le bloc étatique et les individus qui sont à la fois propriétaires libres. En outre, ils déterminent ce qui est soumis aux transactions monétaires et ce qui reste en dehors des échanges commerciaux. Ainsi, ils peuvent être considérés comme des conditions indispensables du marché, ou bien comme des engagements temporaires (Boutang, 2004)

Alors que le capitalisme cognitif se trouve dans la phase d'accumulation primitive, les droits de propriété instaurés depuis les XVIIe et XVIIIe siècles, qui reposent sur l'économie politique classique, constitue une limite au potentiel de développement des forces productives de l'activité humaine, dans le cadre d'un engagement institutionnel avec les forces de l'ancienne économie. Ce que l'auteur critique jusqu'à présent, c'est que la même économie classique et traditionnelle a été maintenue dans le nouveau capitalisme. Cela peut être source d'instabilité si l'on n'investit pas en tant que forme économique, car il existe des institutions qui ont tiré profit de cette situation.

Les institutions n'ont pas changé en ce qui concerne la propriété, car leurs forces sont basées sur l'ancienne économie dans laquelle l'institution était propriétaire de la propriété. L'instabilité du troisième capitalisme, c'est-à-dire celui qui repose sur la connaissance, représente un danger pour le bénéfice qu'il tire de ces nouvelles logiques. En ce qui concerne les droits de la propriété intellectuelle, Boutang reste ferme et reconnaît que ceux-ci sont renforcés parce qu'ils permettent l'appropriation privée de la connaissance qui devient de plus en plus sociale. Leur contrôle est donc stratégique pour l'évaluation du capital.

A titre d'exemple, les brevets d'invention ou les droits d'auteur se sont étendus à de nouveaux domaines comme la biologie, et ont donné lieu à des « nouvelles clôtures », comme analogie des *enclosures* de l'accumulation originelle du capitalisme. En outre, de nouvelles frontières juridiques existent en ce qui concerne les logiciels libres, ce qui a conduit à l'utilisation de la propriété sociale et collective comme un droit commercial. Les biens tels que le savoir et l'information ne présentent pas de caractéristiques d'exclusivité, de rivalité, de divisibilité, de difficulté de reproduction et de rareté qui permettaient auparavant de commercialiser leur utilisation et leur reproduction. Les biens collectifs prennent de l'importance car, en devenant collectifs, ils rendent difficile une marchandisation classique et limitent l'établissement de la propriété privée. Le logiciel qui est resté « libre » en est un exemple.

Un dilemme se pose ici, à savoir qu'en numérisant les données dans un logiciel libre, on produit une banalité, on disqualifie le travail cognitif et on le rend facilement remplaçable. La reproduction des connaissances s'accélère et devient plus facile, ce qui a pour conséquence grave le faible coût du revenu et de la valeur des connaissances, générant une instabilité chez ceux qui ont partagé leurs connaissances grâce à la libre circulation. Deux questions se dégagent de ce constat, à savoir, d'une part, le caractère de plus en plus public des biens et de l'information. D'autre part, la fin du monopole de la conservation des données comme biens de production et comme instrument de travail pour le capital. Ceci en raison de la disparition des difficultés de copie des données et du coût de leur

duplication ou piratage<sup>6</sup>. L'auteur fait valoir cette idée en expliquant que « le monopole de la propriété de la science n'est pas assuré face au *cognitif*, le prolétaire du travail cognitif, qui peut s'approprier largement les instruments de travail et s'évader dans des activités non marchandes ou contrôlées par lui » (Boutang, 2004, p. 118).

En résumé, il était plus facile pour le capitalisme industriel ou commercial d'agir par l'accumulation primitive des barrières matérielles que pour le capitalisme cognitif de fractionner le réseau. Quoi qu'il en soit, le droit d'auteur dans le capitalisme cognitif se transforme en droit au revenu garanti, mais en échange de l'activité humaine, et non plus en droit au fruit de son travail puisque le savoir est considéré comme social. Alors, l'activité humaine ne favorise plus un service vendable sur le marché, mais devient un bien collectif.

L'Internet a créé un marché non marchand de la connaissance, mais le savoir est une source de valeur incommensurable par rapport aux bénéfices tirés du travail humain, d'où leur subordination croissante. Le vrai sens du capitalisme cognitif est que nous nous trouvons dans un espace massif de politique culturelle, qui est, en tout cas, la « grande industrie de l'usine sociale ».

Boutang, en tant que théoricien du capitalisme cognitif, développe des études empiriques qui permettent de mieux comprendre le capitalisme cognitif. Celui-ci réalise une étude très intéressante intitulée « Droits de propriété intellectuelle, terra nullius et capitalisme cognitif » (Boutang, 2010). Il indique ici que les biens incorporels représentent actuellement 80% de la valeur économique d'une paire de chaussures Nike ou fait la comparaison avec un avion de rafale. Elle considère que l'accès à l'immatériel, aux droits d'accès et de propriété sont étroitement liés aux objets matériels. L'auteur assure que la révolution numérique a consolidé l'arrivée d'une production globale et décentralisée des réseaux et de la production *Peer to Peer*. Il affirme en outre que le travail peut aujourd'hui être défini comme la coopération intelligente des cerveaux connectés en réseau (Boutang, 2010).

---

<sup>6</sup> Cette logique par rapport à ce qui a été signalé par Boutang, peut être démontrée à partir de certains exemples sur la base de mon expérience. En Équateur, la reproduction de livres est immédiate, sans aucun obstacle, en raison de l'ampleur de la piraterie. En Belgique, la reproduction de livres doit être soumise à des permis spéciaux et la piraterie est beaucoup plus complexe.

La mondialisation et le progrès technologique sont extrêmement importants pour analyser le capitalisme cognitif du point de vue de Boutang. Elle considère que la transformation globale a conduit à prêter attention à la contextualisation des connaissances, c'est-à-dire aux biens incorporels qui ne sont pas codifiés. Comme exemple de ce qui a été exposé Boutang explique que l'apprentissage, l'invention, l'innovation, la création artistique, qui possèdent des caractéristiques de biens publics tels que définis par l'économie, sont devenus le centre de la valeur économique. Ces biens ne peuvent être transformés en biens commerciaux que par l'attribution juridique d'un monopole par une entité privée (marque, brevet, droit d'auteur) (Boutang, 2010).

En ce sens, l'auteur analyse comment une matérialisation croissante de la production a été générée, qui a disqualifié les modèles basés sur la perception d'une recette liée à la vente d'un produit matériel. Pour Boutang (2010), la numérisation et le développement croissant et fulminant du réseau de réseaux numériques a entraîné une disqualification dans l'adoption de solutions « industrielles » sur la propriété intellectuelle ce qui a généré une double crise due à la croissance des droits de propriété intellectuelle. Ce développement croissant du réseau a entraîné une augmentation des brevets en termes d'invention technique. Comme exemple Boutang mentionne que les demandes de brevets ont augmenté dans des pays comme le Japon, la Corée du Sud et les États-Unis en précisant que ces droits de propriété intellectuelle n'affectent pas les industries traditionnelles comme la chimie ou la métallurgie.

Cette lutte pour la création de brevets s'est intensifiée dans des domaines tels que l'agro-industrie, l'industrie pharmaceutique, les biotechnologies, les télécommunications, l'informatique et les industries culturelles. Un exemple est donné par les États-Unis qui ont mis en œuvre une stratégie cohérente en matière de propriété intellectuelle, en soulignant que sur tous les fronts, même au milieu des négociations internationales, celle-ci doit être présente.

En tout cas, Boutang fait référence à la bataille de lobbying scandaleux de Microsoft, par laquelle ils ont imposé la création de brevets de logiciels. Cela montre clairement comment le capitalisme cognitif fonctionne. Or, les grandes entreprises anglo-saxonnes de l'industrie culturelle sont à l'avant-garde de la lutte contre toutes les formes,

techniques ou même comportements de « violation » de la propriété intellectuelle, surtout en ce qui concerne le téléchargement d'internet. À partir de cette problématique, des procès ont eu lieu qui ont abouti aux plus hautes juridictions à la lutte contre la monopolisation des semences. Boutang (2010) cite comme exemple le procès de Percy Schmeiser par la Cour suprême du Canada, cette affaire fait référence à un petit fermier canadien qui a exécuté un procès contre la puissante Monsanto qui est venu à la Cour suprême de ce pays. Le procès a été déclenché par une bataille pour garantir les droits des agriculteurs indépendants.

Or, comme il s'agit d'une lutte, l'auteur affirme que le contraire est également vrai. Ces dernières années, des négociations secrètes ont eu lieu entre les principaux États du Nord sur un accord commercial concernant la libre contrefaçon qui vise à attaquer la neutralité de l'Internet, celle-ci faisant obstacle à la réglementation commerciale. Malgré les luttes continues, Boutang (2010) mentionne que cela n'a pas empêché la progression du logiciel libre comme Mozilla qui a de plus en plus de téléchargements. Il a été constaté que les universités, les villes et les grandes entreprises se sont jointes au libre accès et luttent contre la privatisation du réseau car le libre accès est efficace et plus économique.

D'un autre côté, et par rapport à ce qui a été mentionné, le capitalisme cognitif peut produire une contradiction interne puisque le succès de celui-ci ne se produirait que le moment où l'expropriation *cognitaria*<sup>7</sup> Tout comme l'auteur a pris soin de citer les exemples de l'internet, il affirme aussi qu'une marchandisation totale de l'éducation, de la transmission, du savoir, des soins, de l'activité quotidienne, de la créativité artistique et scientifique n'est rien d'autre qu'une idéologie intéressée présente dans le capitalisme cognitif (Boutang, 2010).

La thèse de l'auteur souligne que pour le capitalisme cognitif les nouveaux biens communs de l'économie de la contribution et de la coopération en réseau constituent une sorte de transposition du principe de Terra Nullius<sup>8</sup>. Il affirme que le capitalisme cognitif s'est montré féroce face au domaine public que la propriété intellectuelle a ses bases

---

<sup>7</sup> Il s'agit d'un groupe social composé de personnes ayant un niveau d'études élevé, exerçant un travail intellectuel et percevant un salaire très bas qui ne correspond pas à leur niveau d'études. Dans le texte, il se réfère également au prolétariat intellectuel. C'est une condition professionnelle et professionnelle dominante dans la société post-industrielle de la connaissance et des TIC.

<sup>8</sup> Il s'agit de la terre de personne ou de territoire sans propriétaire.

juridiques établies. Elles contribuent à l'établissement de cette nouvelle forme de capitalisme. En bref, devant la loi, le capitalisme cognitif a les moyens de gagner malgré une lutte constante pour que le libre accès et le domaine public prennent la tête.

### Negri et Hardt : les dimensions du travail immatériel.

Le rôle structurant des mutations dans la division du travail est le point de départ de l'œuvre de Negri, qui part d'un discours sociologique, philosophique et juridique, et est reconnu comme faisant partie des fondateurs de la théorie du capitalisme cognitif. Sa question de départ est : l'évolution actuelle de l'organisation du travail et de l'économie de la connaissance montre-t-elle l'épuisement de la logique selon laquelle, depuis Adam Smith, la division technique et organisationnelle du travail est déterminante pour la productivité ?

La réponse à cette question implique une vision positive. Le nouveau sens que revêt aujourd'hui la diffusion et le rôle moteur du savoir qui a finalement défini l'ouverture du XXI<sup>e</sup> siècle, postfordiste, devient de plus en plus visible. Dans son ouvrage *Empire*, ils posent avec Hardt une thèse visant à analyser l'émergence de la mondialisation et la crise de l'État-nation comme émergence de nouvelles formes de souveraineté et d'un nouveau système social, qu'ils appellent « empire » (Hardt & Negri, 2004). Une idée qui montre comment l'État, dans le contexte de la mondialisation, a perdu son autonomie face au capital.

Dans l'œuvre, Negri et Hardt soulignent au moins trois moments fondamentaux pour le développement de l'empire depuis 1970. La première concerne le transfert technologique essentiel pour construire un nouvel axe productif regroupant les pays subordonnés ; la seconde est fondée sur la mobilisation de la main-d'œuvre et des capacités productives des pays subordonnés ; et la troisième concerne la collecte de flux de richesses qui ont commencé à circuler à travers le monde sur une base assez large. Les changements dans la forme de la production qui ont été imposés avec l'utilisation de la technologie comme arme essentielle du capital, permettent un grand progrès dans les processus de production.

« Empire » est un ouvrage qui reprend les idées que Negri avait déjà étudiées dans les années 70, dans lequel la source de son travail était destinée à résoudre certaines

considérations sur les *Grundrisse* de Marx (Hardt & Negri, 2004). Ces réflexions visaient à comprendre et à identifier le travail immatériel et à aborder en profondeur le capitalisme postfordiste. À la lumière de ces contributions, la question transversale devient évidente : comment reflètent-elles les différents modèles qui décrivent l'économie de la connaissance, les mutations actuelles de la division du travail et les nouveaux dualismes sur les marchés du travail internes et mondiaux ? Dans son ouvrage « Capitalisme cognitif et la fin de l'économie politique » (Negri, 2003) il souligne que le défi de l'analyse de la division du travail est la clarification des transformations de la nature du travail lui-même. A eux s'ajoute l'importance de souligner l'intensité de la thématique sur la mutation radicale de l'ontologie et de l'anthropologie du travail.

En ce qui concerne le capitalisme cognitif, l'auteur manifeste une orientation hétérodoxe de la théorie de la valeur, dont les éléments fondamentaux (capital - revenu) sont présentés dans une trajectoire historique. L'idée que vont traiter les auteurs implique de comprendre le processus d'appropriation de la plus-value. En utilisant les concepts de biopolitique et de biopouvoir, ils analysent la manière dont le pouvoir est exercé dans le contexte postfordiste ainsi que la relation de celui-ci avec les transformations du travail. Dans le même ordre d'idées, le capitalisme contemporain est fondé sur la reconnaissance du cognitif dans les bases du paradigme actuel. A partir de là, le travail deviendra un travail immatériel et le cognitif sera la réponse aux transformations de la technologie et de la communication.

Or, comme les auteurs qui défendent l'existence d'une nouvelle phase et mutation du capitalisme, Negri suppose que nous sommes dans la transition du capitalisme industriel au capitalisme cognitif. Pour lui, il existe actuellement une crise productive où les valeurs se forment sur une nouvelle base qui garantit de nouvelles méthodes de contrôle et de gestion : nous sommes dans le pantalon d'une socialisation définitive du circuit productif des valeurs cognitives et partant d'une socialisation complète des valeurs produites (Negri & Vercellone, 2008).

Cependant, Negri se concentre sur l'établissement d'une définition du travail immatériel, qui crée des biens immatériels comme l'information et la connaissance, mais aussi des relations sociales, la vie sociale elle-même. On pourrait donc aussi l'appeler « travail biopolitique » (Hardt & Negri, 2004), un type de travail qui a mis fin à l'hégémonie du

travail industriel. Le travail immatériel finit par être un élément hégémonique, puisqu'il conditionne les autres types de travaux, tels que le travail industriel conditionna toute l'activité économique. « Le passage de l'ouvrier de masse » fordiste à « l'ouvrier social » postfordiste montre l'émergence d'une relation capital-travail d'un autre type, le passage de l'usine à la société, de l'hégémonie du travail industriel à celle du « travail cognitif » (Negri & Vercellone, 2008).

Il y a une baisse de la production au niveau mondial accompagnée d'une centralisation du contrôle qui modifie les formes de coopération sociale et se cristallise dans les nouveaux « réseaux » productifs (Hardt & Negri, 2004). La technologie est la preuve évidente de cette approche. Selon Míguez (2013), Negri montre et approfondit la manière dont la grande industrie s'est développée. La conclusion est que la richesse dépend moins du temps de travail que de la puissance productive du savoir social. Dans le capitalisme cognitif, celui-ci dépendra de l'état de la science et de la technologie. Tout comme le travail se transforme en travail immatériel, la force de travail devient « intellectualité de masse ». Le capitalisme cognitif est le sous-fonctionnement de toute la société dans le processus d'accumulation du capital.



### Troisième section : Considérations finales sur le capitalisme cognitif.

La révision de la littérature a permis de développer quelques idées clés par rapport au capitalisme cognitif. A titre de synthèse, ce que proposent les auteurs ici exposés, c'est de mettre en évidence que le capitalisme a subi une mutation dans ses formes et spécificités. En d'autres termes, le passage du capitalisme industriel au capitalisme cognitif a eu lieu. Le fondement de cette approche a été mis en évidence par l'expansion croissante de la technologie, des innovations scientifiques, de l'idée de recherche et de développement, de la révolution technologique, entre autres. C'est dans ce cadre que le capitalisme cognitif est défini comme la subsumption de la vie même au capital.

Pour conclure ce travail, je voudrais énoncer et remettre en question trois idées qui se sont dégagées au sujet de la révision de la littérature :

La première est directement associée aux arguments et aux débats des auteurs du capitalisme cognitif. Ceux-ci maintiennent un niveau d'abstraction assez notoire et développent l'analyse dans une perspective évidemment économique, mais avec peu de base empirique. Par exemple, la définition de la valeur de la connaissance dans la nouvelle mutation du capitalisme, ou l'idée du travail immatériel, Ce sont des questions abstraites qui devraient être analysées selon une approche qui pose sur l'empirique et qui permette de montrer que la connaissance est effectivement une partie primordiale du capitalisme cognitif. Il serait intéressant d'analyser comment la connaissance a été commercialisée sur la base d'exemples réels, et pas seulement sur les bases du marxisme en tant que théorie, car cela pourrait finalement se révéler ambigu.

Sur le plan conceptuel, il ne fait aucun doute que le *general intellect* est un point assez juste de Marx, bien que celui-ci ait été interprété dans des perspectives très différentes. Clara Navarro (2020), qui élabore une critique assez complète sur le capitalisme cognitif, explique que celui-ci contient certaines erreurs même sur les concepts. En outre, il existe des aspects des théories de base qui n'ont pas été examinés dans les arguments des auteurs. L'auteur fait valoir que l'utilisation erronée des concepts utilisés fait que le discours de certains auteurs comme Vercellone ou Boutang manque d'une structure

solide, créant des oppositions où il n'y a même pas de relation entre les concepts. D'autre part, il assure que certains éléments qui devraient être introduits dans la discussion sont laissés de côté.

La seconde idée considère que certains auteurs comme Fumagalli partent du principe que le capitalisme contemporain ne peut être analysé que sur la base de la nouvelle économie basée sur la connaissance. Fraser soutient que le capitalisme a une dimension historique d'importance, et n'apparaît pas soudainement dans sa totalité, ses propriétés surgissent au fil du temps. Si c'est ainsi que le capitalisme fonctionne, il faut procéder avec prudence dans sa définition, car toute réflexion finirait par être susceptible de modification. On peut donc en discuter avec les théoriciens du capitalisme cognitif, en considérant que les caractéristiques qui peuvent sembler fondamentales au début peuvent perdre de leur pertinence par la suite. Comme l'affirme Fraser (2019), les caractéristiques du capitalisme qui paraissent d'abord marginales, voire absentes, pourraient ensuite prendre de l'importance ou la perdre.

Le capitalisme cognitif, et ses théoriciens, vont faire valoir que, dans l'ère actuelle de la mondialisation, celle-ci a pour caractéristique l'accumulation des connaissances produites par le travail immatériel. Cela peut être discutable car d'autres aspects dans lesquels le capitalisme est visible sont négligés, comme par exemple dans le renforcement du néolibéralisme. Fraser a choisi de comprendre le capitalisme dans toute son ampleur, expliquant qu'avec la crise du fordisme et le passage du capitalisme industriel, nous nous trouvons dans le capitalisme contemporain. Ce dernier comprend un certain nombre d'éléments qui incluent la connaissance, la mondialisation, le néolibéralisme, la finance, le monopole, entre autres. Nous nous trouvons aujourd'hui dans une phase du capitalisme caractérisée par le *dirigisme* d'État et la mondialisation néolibérale. On ne saurait donc séparer la connaissance des autres éléments qui façonnent le capitalisme.

Les considérations qui sont faites du capitalisme compliquent la recherche d'une définition de base. Fraser assure qu'il faut éviter le mélange des formes historiques passagères avec les logiques les plus durables qui s'y cachent. Dans cette perspective, on pourrait dire que l'essence du capitalisme est la même, mais elle dépend de plusieurs facteurs, de sorte que la question devrait rester ouverte : de quoi se nourrit « le capitalisme » ? (Fraser & Jaeggi, 2019).

La troisième idée est que ce qui est expliqué par les théoriciens du capitalisme cognitif met en évidence des aspects similaires quant à la façon dont la nature du capitalisme a été transformée jusqu'à ce qu'elle ait atterri sur le cognitif et sur l'accumulation de la connaissance. Tout au long de l'examen de la littérature, il est montré que la connaissance et les savoirs sont déterminants pour la croissance de l'innovation Technologique. Cela a conduit le capitalisme à utiliser les connaissances pour poursuivre la logique de « l'accumulation sans fin » (Boltanski & Chiapello, 2002).

Avec ces contributions, il ne s'agit pas de nier toute la théorie présentée ici, mais de trouver certains éléments qui devraient être approfondis davantage : non seulement la connaissance fait partie des moyens de production ou de la force de travail et non seulement à partir de l'accumulation de la connaissance on pourrait définir le capitalisme. La propriété intellectuelle, par exemple, a des aspects qui deviennent quelque peu contradictoires par rapport à la logique réelle de production, de distribution et de consommation de la connaissance. Ce n'est pas seulement le capitalisme qui a profité de cette logique, mais aussi les intellectuels qui sont devenus dignes de la reconnaissance qu'implique leur travail libre.

A partir de la lecture de Fumagalli (2010) sur la bioéconomie et l'économie basée sur la connaissance, on pourrait mieux fonder la théorie du capitalisme cognitif. L'auteur met en lumière des questions telles que le travail immatériel qui exige un processus d'apprentissage et de formation. En outre, il fait une analyse très intéressante et complète de ce que signifie la connaissance et les formes qui peuvent exister, pour fonder sa perspective sur le capitalisme cognitif et la subsumption de la connaissance au capital. Cependant, malgré les efforts de Fumagalli, pour Caffentzis (2016), il manque encore une définition de base des connaissances. Il explique qu'il ne s'agit pas de distinguer la connaissance en fonction de son caractère, mais de définir quelle connaissance crée de la valeur et peut donc être commercialisée.

Il s'agit donc de distinguer et de définir exactement ce qui crée de la valeur et peut être commercialisé à la lumière des théoriciens du capitalisme cognitif. Caffentzis (2016) affirme qu'il n'y a pas de lien direct entre le capitalisme, la connaissance, la production et la libération politique, car pour divers auteurs ou critiques du capitalisme cognitif, il

est plus cohérent de parler d'économie de la connaissance. Aujourd'hui, le capitalisme est conçu comme un nouveau mode de vie caractérisé par l'esprit de la rationalité, du calcul et même de l'abstraction. Il s'agit d'un grave problème conceptuel auquel il faut faire face étant donné les postulats initiaux du capitalisme.

Pour Caffentzis (2016), l'effort politique pour libérer les énergies révolutionnaires en tant que porteuses de l'hégémonie dans ce nouveau capitalisme instable est significatif. À cet égard, les théoriciens du capitalisme cognitif négligent la complexité et la diversité des forces qui opèrent des deux côtés des classes sociales et qui rendent le capitalisme plus instable et peut-être plus durable qu'on ne le pensait. Le capitalisme, sous toutes ses formes, ou mutations, conserve son essence et il faut donc, à partir de la notion d'économie de la connaissance et de production, créer une analyse profonde en tant que critique de l'économie politique en tant que telle.

Le problème avec le capitalisme cognitif, c'est qu'il est traversé par une tradition théorique peu réglementée qui a relié le cognitif au capitalisme et vice versa. Pour Weber, le capitalisme a été pénétré par « l'esprit » de la rationalité qui conduit à l'image de la « cage de fer », c'est-à-dire qui conduit l'humanité vers le déploiement rationnel du travail libre, à une forme rationnelle de comptabilité, et donc à une forme plus rationnelle d'industrie pour le marché, mais en même temps à un monde dont la vie manque d'esprit.

Or, en ce qui concerne la proposition de Negri et Hardt, on peut dire que les auteurs ont incorporé dans la théorie la conviction largement répandue que nous en sommes à une phase où le capitalisme est un obstacle au développement des forces productives, dans laquelle la contradiction historique entre la force et les rapports de production atteint ses limites. C'est là que le travail cognitif devient l'élément crucial qui explique la contradiction de la théorie en considérant qu'ils ont fondé leur thèse sur l'idée de restructuration de l'économie mondiale en réponse à la désindustrialisation, mondialisation, et révolution informatique/informatique. Cela aurait déclenché le capitalisme cognitif. Dans ce cas, il faut plus de profondeur quant aux éléments qui traversent ces idées.

La liste des critiques et des débats qui peuvent se dégager de la théorie du capitalisme cognitif est vraiment longue. Il est également nécessaire de connaître la perception des

organisations transnationales à ce sujet. La Banque Mondiale affirme que l'émergence du rôle de la connaissance est le principal moteur du développement économique. Conjointement avec l'OCDE, ils définissent le « secteur de l'industrie de la connaissance » comme un secteur comprenant « des industries technologiques de niveau intermédiaire et élevé ; services de communication; finances, assurances et autres activités; services communautaires, sociaux ou personnels ». Les mêmes organisations transnationales expliquent que les biens immatériels basés sur la connaissance comprennent « éducation, recherche et développement, brevets, licences, design et marketing » (Caffentzis, 2016).

Ces approches et définitions organisationnelles montrent qu'il est extrêmement important pour eux de reconnaître la connaissance comme une industrie puisque ce sont ces mêmes organisations mondiales qui misent sur un capitalisme plus dévastateur soutenu par l'exploitation du savoir dans toute sa splendeur. Ceci explique que les questions judiciaires et législatives ont proposé la connaissance privatisée en brevets, *copyrights* et marques, ce qui est devenu pertinent pour le capitalisme contemporain.

Il est significatif de mentionner que Caffentzis (2016) explique que les théoriciens du capitalisme cognitif, ainsi que les théoriciens néolibéraux de l'économie basée sur la connaissance, dépendent de l'absence de définition de celui-ci. La connaissance circule dans le domaine du droit de la propriété intellectuelle qui permet de parler de *produits* intellectuels sans aucune référence à la connaissance ou à la cognition.

D'un autre côté, on estime qu'il y a une confusion, ou peut-être un manque de clarté, en ce qui concerne le travail immatériel, puisqu'il est défini comme celui qui produit des biens incorporels. Il est important de caractériser et de définir avec précision la division du travail dans le capitalisme cognitif, aspect qui doit être étudié et évalué politiquement avec plus de précision puisque les théoriciens n'ont pas réussi à combler ce grand vide.

Ce qui est intéressant dans le capitalisme cognitif, c'est le rôle central de l'immatériel. Pour Moreno (2017), le capitalisme cognitif s'établit à partir d'un changement qualitatif. Bien que l'existence d'une nouvelle économie fondée sur la connaissance soit argumentée au milieu de toute la théorie, elle ne repose pas sur une analyse plus empirique qui donne un tableau capable de passer de la théorie à la pratique. Quoi qu'il en soit, Moreno mise

sur l'enrichissement de l'économie politique de la connaissance, en prenant les apports de la théorie du capitalisme cognitif, mais en élargissant l'objet de l'étude vers la production industrielle des esprits et des corps dans le travail humain et aussi, le problème stratégique de la connaissance dans la valorisation et la reproduction de la vie sociale et humaine et des systèmes de reproduction socioculturelle.

Bien que la théorie du capitalisme cognitif, ne dispose pas d'études approfondies depuis les travaux empiriques, il faut considérer qu'aujourd'hui l'exploitation capitaliste (quel qu'il soit) Elle tend à agir directement sur l'individu à travers le contrôle de ce qui est commun et elle est présente à partir des lois et des mécanismes de répression qui existent dans chaque État. Tout cela soutient que la théorie du capitalisme cognitif, en la considérant comme la société de contrôle. On peut voir dans les tentatives pour soumettre les potentialités de la révolution technologique de l'information et de la connaissance aux besoins purs d'expansion capitaliste caractérisés par les principes de déréglementation, de libération et de privatisation. Quoiqu'il en soit, l'avancée de la théorie du capitalisme cognitif se poursuit avec la même logique du capitalisme en tant que telle, par une stratégie de domination et de contrôle dans le domaine de la production, de la circulation et de la consommation. Il ne fait aucun doute que le capitalisme tout au long de l'histoire a mis ses stratégies en fonction du capital mais, sur la base de la théorie ici exposée, il cherche à tirer le bénéfice de la connaissance.

D'un autre côté, une critique de l'économie est que dans la théorie du capitalisme cognitif, bien que l'on ait une valeur d'utilisation du savoir, celui-ci n'a pas été défini quant à son coût de référence qui peut être utilisé pour déterminer la valeur de changement. Cet aspect et la valorisation de la connaissance passe inaperçue dans la théorie abordée par ses théoriciens. Andrea Fumagalli (2010), par exemple, n'atterrit pas sur cet aspect spécifique. On connaît effectivement la valeur d'utilisation du savoir et le capitalisme a su en tirer profit, mais il y a une faille quant à sa valeur de changement, ce qui provoque une plus grande exploitation dans les logiques capitalistes.

Or, si l'on considère cet aspect, on peut se situer dans la logique opérante du capitalisme quant à la forme d'exploitation de la plus-value de tout processus productif. Aujourd'hui, la seule façon d'obtenir de la valeur de changement par la connaissance dans le capitalisme cognitif est de la limiter par sa diffusion libre. On a déjà vu quelques exemples

d'études empiriques, qui montrent que ce que l'on veut faire avec les mécanismes législatifs, ainsi qu'avec la privatisation, c'est fermer l'accès ouvert à la connaissance par Internet, pour ne citer qu'un exemple. Cependant, il y a là une contradiction car le savoir que nous trouvons sur Internet est simplement infini et comme il a été privatisé dans certains domaines, il y en a beaucoup d'autres où il a résisté en créant des communautés de libre accès.

Pourtant, le capitalisme a réussi à imposer une série de stratégies de privatisation de la connaissance, dans les relations affectives, dans les mêmes ressources naturelles, et même dans les codes génétiques, à travers des mécanismes juridiques (brevets, licences, droits d'auteur) et stratégies monopolistiques. Il ne s'agit pas seulement de reconnaître le capitalisme cognitif, car le capitalisme lui-même continue à s'intégrer efficacement dans la société. Son essence est telle qu'elle ne se distingue pas de la même connaissance ou même de la force du travail des ouvriers. Il ne faut pas sous-estimer le capitalisme, car la connaissance est devenue l'une des matières premières les plus précieuses de tous les temps dans le domaine de la production et de la reproduction sociale.

Ce qu'il faut considérer, c'est que le capitalisme cognitif répond à une recomposition productive dans laquelle il existe une continuité par rapport aux dynamiques d'exploitation de la force de travail, la propriété privée des moyens de production et bien sûr, la recherche du profit maximum au moindre coût. Dans cette perspective, on peut parler plus que d'un changement quantitatif, d'un changement qualitatif. Certains auteurs affirment qu'il existe une rupture comme possibilité ouverte par le développement même des forces productives dans le cadre du changement technologique.

En tout cas, le capitalisme cognitif traverse cette rupture et on pourrait attendre de cette théorie une crise potentielle, sans même considérer que l'ambiguïté de sa définition découle d'un certain manque d'instruments et d'outils d'analyse actuellement utilisés. C'est l'une des critiques les plus évidentes quant à sa définition. Il ne fait aucun doute que le capitalisme a engendré un autre type d'exploitation par la connaissance et, bien sûr, qu'il existe de nouvelles formes de travail, mais il est toujours interprété sous les anciennes formes d'exploitation.

En somme, il convient de mentionner qu'il est possible que les théoriciens du capitalisme cognitif n'aient pas pris en compte plusieurs aspects nécessaires dans les bases théoriques, y compris les travaux empiriques, bien qu'il ne faille pas dévaloriser cette approche. Sans aucun doute, le capitalisme cognitif a créé de nouvelles et importantes formes d'organisation de l'économie. C'est une façon créative de voir comment le capitalisme aborde ces problématiques basées sur l'économie de la connaissance et bien sûr, dans le nouveau rôle du cognitif comme stratégie impliquant les luttes contre de nouveaux et puissants instruments d'aliénation par le biais de la connaissance qui ont inauguré cette étape du nouveau capitalisme.

Zuckerfeld (2008) a affirmé que le courant du capitalisme cognitif, manie une grande limitation puisque le moment où les théoriciens définissent le présent par rapport à la centralité économique assumée par la connaissance (concerne à la fois la société de la connaissance et le capitalisme cognitif), les préceptes restent aveugles. Il affirme que toutes les formes d'organisation productive tout au long de l'histoire de l'humanité pourraient être caractérisées de cette manière, la seule chose qui rend le capitalisme cognitif différent, est le lien qu'ils veulent établir entre le capitalisme et le cognitif (connaissance) (Correa, 2013).

Il reste de nombreux aspects à définir en ce qui concerne la théorie du capitalisme cognitif. Les débats et les arguments se sont multipliés ces dernières années, suscitant un certain nombre de questions telles que celles qui ont déjà été introduites dans le texte. En tout état de cause, plus que des conclusions, le présent travail a suscité un intérêt pour la poursuite de l'approche conceptuelle de ce thème particulier. Le capitalisme cognitif, à première vue, semble être soutenu par les bases théoriques qui vont dans le sens de la notion de capitalisme, mais c'est tout le contraire qui se produit. Comme mentionné, il s'agit d'une proposition très ambitieuse de la part des théoriciens et surtout créative, mais il est nécessaire de préciser des termes, d'approfondir des concepts, de clarifier la valeur de coût qui serait attribuée à la connaissance, entre autres aspects qui se sont manifestés tout au long de ce travail.

## Bibliographie

- Boltanski, L., & Chiapello, È. (2002). *El nuevo espíritu del capitalismo*. Ediciones Akal.
- Boutang, M. Y. (2004). Riqueza, propiedad, libertad y renta en el capitalismo cognitivo. In *Capitalismo cognitivo, propiedad intelectual y creación colectiva*. (pp. 107–120). Traficantes de sueños.
- Boutang, Y. M. (2010). Droits de propriété intellectuelle, terra nullius et capitalisme cognitif. *Multitudes*, 41(2), 66–72. <https://doi.org/10.3917/mult.041.0066>
- Caffentzis, G. (2016). Una crítica del capitalismo cognitivo. *Hipertextos*, 4(6), 13–50.
- Correa, H. (2013). La concepción del valor en la tesis del capitalismo cognitivo. *Hipertextos*, 1, 51–79.
- Fraser, N., & Jaeggi, R. (2019). *Capitalismo: Una conversación desde la Teoría Crítica*. (Ediciones).
- Fumagalli, A. (2010). *Bioeconomía y capitalismo cognitivo. Hacia un nuevo paradigma de acumulación*. Traficantes de sueños.
- Hardt, M., & Negri, A. (2004). *Imperio* (Multitud).
- Marx, K. (2007). *Elementos fundamentales para la crítica de la economía política (Grundrisse) 1857-1858*. Siglo XXI Editores.
- Mason, P. (2016). *Postcapitalismo. Hacia un nuevo futuro*. Paidós.
- Michel, F. (2004). *Naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France 1979* (Gallimard).
- Míguez, P. (2013). *Del General Intellect a las tesis del “capitalismo cognitivo”:* aportes para el estudio del capitalismo del siglo XXI.
- Moreno, F. (2017). Contradicción y crisis en el capitalismo cognitivo. *Revista Latinoamericana de Comunicación (CIESPAL)*, 101–111.
- Negri, A. (2003). Capitalisme cognitif et fin de l'économie politique: sur le livre édité par Carlo Vercellon Sommes-nous sortis su capitalisme industriel? *Multitudes*, 195–205.
- Negri, A., & Vercellone, C. (2008). Le rapport capital / travail dans le capitalisme cognitif. *Multitudes*, 32, 39–50. <https://doi.org/10.3917/mult.032.0039>
- Ruiz, C. N. (2020). ¿Qué fue de ...? Breves apuntes sobre el capitalismo cognitivo y el modo de producción capitalista en el siglo XXI. *Ediciones Complutense*, 23(1),

- 97–108. <https://doi.org/https://doi.org/10.5209/rpub.66418>
- Rullani, E. (2004). El capitalismo cognitivo: ¿Un déjà-vu? In *Capitalismo cognitivo, propiedad intelectual y creación colectiva*. (pp. 99–106). Traficantes de sueños.
- Tardivo, G., & Fernández, M. (2015). El operaísmo y el resurgimiento de la sociología italiana. *Sociología Del Trabajo*, 63–80.
- Vercellone, Carlo. (2008). Finance, rente et travail dans le capitalisme cognitif. *Multitudes*, 27–38. <https://doi.org/10.3917/mult.032.0027>
- Vercellone, Carlo. (2014). Capitalismo cognitivo . Releer la economía del conocimiento desde el antagonismo capital-trabajo. *Tesis, 11*, en ligne. <https://doi.org/halshs-00969302>
- Vercellone, Carlos. (2004a). Las políticas de desarrollo en tiempos del capitalismo cognitivo. In *Capitalismo cognitivo, propiedad intelectual y creación colectiva*. (pp. 63–70). Traficantes de sueños.
- Vercellone, Carlos. (2004b). Las políticas de desarrollo en tiempos del capitalismo cognitivo. In *Capitalismo cognitivo, propiedad intelectual y creación colectiva*. (pp. 63–70). Traficantes de sueños.
- Whiteford, N. D. (2004). Sobre la contestación al capitalismo cognitivo. Composición de clase de la industria de los videojuegos y de los juegos de ordenador. In *Capitalismo cognitivo, propiedad intelectual y creación colectiva*. (pp. 49–61). Traficantes de sueños.
- Zukerfeld, M. (2008). *Capitalismo cognitivo, trabajo informacional y un poco de música*. Nómadas.